

**“SERHILDAN” :
LE SOULÈVEMENT
AU KURDISTAN**



 **niet**éditions

Nous encourageons la reproduction
totale ou partielle de cet ouvrage à
des fins non commerciales.



niet-editions.fr
nieteditions@riseup.net

Diffusion : hobo-diffusion.com



*Un grand merci aux traductrices et traducteurs chevronnés,
aux correcteurs ariégeois qui ont œuvré avec sérieux.
Ainsi qu'aux ami.e.s qui ont apporté aide et bienveillance.*

*Et surtout un grand salut aux camarades kurdes
qui combattent sans relâche pour la liberté.*

“SERHILDAN” : LE SOULÈVEMENT AU KURDISTAN

Paroles de celles et
ceux qui luttent pour
l'autonomie

Collectif *Ne var ne yok*

Avant-propos

LOIN DES FANTASMES révolutionnaires européens et loin du soutien au régime turc affiché par la presse occidentale, ce livre revient sur la « sale guerre » coloniale de l'État turc au Kurdistan. Il donne directement la parole à celles et ceux qui, là-bas, combattent inlassablement pour la liberté et l'autonomie.

Le collectif *Ne var ne yok*, qui propose ce recueil d'entretiens, est né de la rencontre de deux personnes. L'une, femme kurde vivant en France, est imprégnée depuis son enfance par l'histoire de la résistance kurde qui accompagne la diaspora. L'autre, engagé dans les luttes sociales depuis longtemps, s'intéresse particulièrement aux mouvements révolutionnaires qui ouvrent toujours d'autres possibles, d'autres manières de vivre ensemble. Après le décès d'un proche, combattant avec le PKK* — le Parti des travailleurs du Kurdistan —, tué par l'État Islamique, animés par l'envie d'aller voir de leurs propres yeux la « dynamique révolutionnaire » agitant actuellement

* Les termes marqués d'un astérisque renvoient au glossaire, page 133.

le Kurdistan, ils ont effectué plusieurs voyages dans le sud-est turc depuis mars 2015.

Ces séjours ont été l'occasion pour eux de rencontrer la lutte quotidienne que mènent l'immense majorité des Kurdes contre l'oppression de l'État turc, d'appréhender les motivations profondes du mouvement des femmes, et enfin, de comprendre avec plus d'acuité le combat pour l'autonomie individuelle et collective soutenu par les millions d'habitant.e.s du Kurdistan.

Serhildan ! — « rébellion ! » en kurde, et cri de ralliement du mouvement — est à l'image de ce désir d'émancipation collective sur tous les aspects de la vie : de la liberté des femmes à la critique de la religion, de l'éducation « philosophique et critique » des enfants à la production économique en coopérative, de la liberté d'orientation sexuelle à la vie en harmonie avec la nature, du refus du capitalisme à celui de l'État-nation...

Aussi, ce n'est pas en tant qu'« expert.e.s », « journalistes » ou « universitaires » que nous proposons cet ouvrage, mais bien en tant que collectif engagé dans les mêmes questionnements que ceux du mouvement kurde. L'objectif de ce recueil de textes est de partager le peu d'informations existantes en français en laissant la parole directement à celles et ceux qui vivent et luttent là-bas. Et ainsi faire résonner leur voix passées sous silence, ici en France et en Europe.

Les États occidentaux, en effet, continuent d'instrumentaliser les combattant.e.s kurdes qui se battent contre l'État Islamique au Rojava — le Kurdistan de Syrie. Dans le même temps, ils ont délibérément choisi de donner les Kurdes de Turquie en pâture à l'islamo-nationaliste Erdoğan, grand allié de l'OTAN. En juillet 2015, celui-ci a décidé, sous prétexte de la fameuse « guerre au terrorisme », de relancer la « sale guerre », cette guerre coloniale que le pouvoir turc fait aux Kurdes depuis des décennies : villes assiégées et détruites à coups d'obus, tortures et arrestations de masses, assassinats de centaines de civil.e.s...

Ce livre ne prétend ni être exhaustif ni apporter une analyse complète du mouvement kurde d'aujourd'hui et de sa sanglante répression par l'État turc. Bien évidemment, nous ne sommes pas nécessairement d'accord avec la totalité des propos tenus dans ces entretiens, souvent marqués par des restes de culte de la personnalité. Pour autant, on l'espère, ces témoignages seront non seulement l'occasion de se faire une idée plus précise de la situation — du printemps 2015 au printemps 2016 — au Kurdistan de Turquie, de susciter curiosité et envie d'en savoir davantage, mais aussi d'apporter une solidarité concrète depuis l'Europe.

Le collectif Ne var ne yok

Repères historiques et chronologiques



Panorama historique des luttres au Kurdistan

QUAND ON PARLE des Kurdes, on fait référence à une culture ancestrale implantée depuis plus de cinq mille ans en Mésopotamie (au sein de ce qu'on appelle maintenant le « Moyen-Orient »). Ce territoire montagneux donne naissance aux fleuves du Tigre et de l'Euphrate, ce qui a permis la sédentarisation des tribus semi-nomades à travers l'agriculture ; on considère d'ailleurs ce territoire comme le berceau des civilisations.

Néanmoins, les Kurdes ne constituent pas un peuple unifié, mais plutôt une société composée de multiples tribus qui parlent plusieurs langues (dont quatre principales de nos jours) et qui se sont trouvées séparées depuis le ^{xvii}e siècle entre l'Empire ottoman et l'Empire perse. C'est au ^{xx}e siècle, après la Première Guerre mondiale, que les États occidentaux vainqueurs (notamment la France, le Royaume-Uni et l'Italie) ont démantelé

le perdant — l'Empire ottoman — en plusieurs parties qu'ils ont soumises à leur contrôle. C'est ainsi que les zones de population kurde se sont retrouvées traversées par de nouvelles frontières, divisées entre quatre des États nouvellement créés : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ce nouveau modèle pour la région, l'État-nation, va reproduire ce qui avait eu lieu en Europe des siècles auparavant, à savoir l'imposition par la force d'une seule identité nationale, niant toute existence de cultures très variées. En Turquie, l'État a été créé par le mouvement nationaliste des « Jeunes Turcs », qui, lors de la guerre d'indépendance, a utilisé des hommes de toutes les cultures (notamment des Kurdes) comme « chair à canon ». En 1923 est fondée la République de Turquie, dirigée par Mustafa Kemal, qui prend le nom d'Atatürk (« le père des Turcs »). À partir de là, des tribus kurdes se soulèvent, dirigées par des chefs militaires ou religieux. Chaque soulèvement est écrasé dans le sang ; le plus tristement célèbre est celui de 1937 à Dersim, qui s'achève par la déportation de la moitié de la population de la région vers les villes de l'ouest, et l'extermination d'environ quarante mille personnes. Il s'agit du premier génocide kurde.

Toute spécificité culturelle étant interdite et réprimée, les Kurdes (ainsi que les Arménien.ne.s, les Lazes, les Assyrien.ne.s et toutes les autres cultures) sont emprisonné.e.s, exécuté.e.s ou porté.e.s disparu.e.s pour avoir parlé leur langue en public, chanté ou dansé sur leur musique traditionnelle, et ce jusque dans les années 2000.

C'est pourquoi aujourd'hui la résistance kurde est indissociable de sa langue, sa musique et sa danse. La politique de la République de Turquie continue jusqu'à aujourd'hui de considérer les Kurdes comme une sous-culture turque arriérée, qui n'a comme choix que « l'assimilation » : se plier à la « turquicité » ou mourir. La répression brutale et la militarisation de tout le territoire kurde (du sud-est du pays) a contraint des millions de Kurdes au « déplacement » vers des villes de l'ouest de la Turquie et vers l'Europe. En ce moment, la population kurde est répartie environ selon ces chiffres : vingt-cinq millions en Turquie, huit en Iran, cinq en Irak, quatre en Syrie, et deux en Europe occidentale (dont un et demi en Allemagne, et deux cent cinquante mille en France).

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que des mouvements de libération nationale kurdes apparaissent en Turquie (inspirés notamment par les mouvements en Amérique latine), en particulier le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) créé en 1978 par des étudiants marxiste-léninistes qui voulaient voir évoluer la société tribale kurde en une société révolutionnaire et indépendante de la souveraineté turque. Après le coup d'État de 1980, le régime militaire se déchaîne sur les militant.e.s de gauche ; nombreux sont exécuté.e.s ou emprisonné.e.s. Le PKK décide alors de prendre les armes et lance, le 15 août 1984, son premier soulèvement. Constitué en comités régionaux qui font du porte-à-porte et qui essayent d'attirer un maximum de familles,

le PKK devient assez vite le principal acteur de la lutte kurde.

Les années 1980–1990 sont marquées par la guerre entre, d'un côté, l'armée turque, et de l'autre, les combattant.e.s du PKK et les civil.e.s habitant les villes et villages kurdes. Environ quatre mille villages sont brûlés, à nouveau trois millions de réfugié.e.s quittent leur terre, trente mille civil.e.s sont tué.e.s, et des milliers de militant.e.s et intellectuel.le.s etc., emprisonné.e.s (beaucoup sont toujours derrière les barreaux). Ces décennies sanglantes ont gravé la mémoire des Kurdes. Elles ont laissé orpheline toute une génération de jeunes qui ont perdu des proches, et qui se battent actuellement contre la police et l'armée depuis l'été 2015. Mais c'est aussi de cette période que le PKK tire sa réputation de *stalilien* : à cette époque, le PKK reste une organisation centralisée, hiérarchisée et rigide, et élimine certain.e.s de ses membres qui ne sont pas en accord avec les choix de la direction. Néanmoins, une grande partie de la population kurde de Turquie reconnaît aux membres du PKK, et à son leader Abdullah Öcalan, un courage et une détermination qui leur ont permis de créer un véritable rapport de force capable de faire valoir certains de leurs droits de base. Ainsi, par exemple, la langue kurde et le mot *kurde* ne sont plus interdits depuis les années 2000.

Ce qu'il y a d'impressionnant pour un mouvement politique de masse c'est l'autocritique qui a été portée par l'ensemble du mouvement et par le leader « Apo » — « tonton » en français — enfermé sur l'île-prison d'Imrali depuis 1999.

Cette réflexion sur le PKK et les autres luttes de libération nationale a mené le PKK à adopter de toutes autres philosophie et tactique politiques, nommées le « confédéralisme démocratique ». En résumé, cette théorie part du constat que l'État est le résultat d'une évolution sociale et politique basée sur la domination par quelques personnes sur toutes les autres et sur les écosystèmes, puisant ses racines dans le système de domination patriarcale. La conclusion étant que si l'on veut libérer une communauté, autrement dit instaurer une véritable « démocratie », cela ne peut en aucun cas passer par la revendication d'un État et cela ne peut avoir lieu sans la révolution des femmes. Le « confédéralisme démocratique » prône, comme son nom l'indique, une organisation confédérale de communes locales, coordonnées entre elles à plusieurs échelles.

Il serait sûrement naïf de croire que tout un mouvement, et en particulier une organisation armée, ait pu entièrement changer sa pratique et son idéologie politiques, mais c'est pourtant bien dans ce sens que se dirige doucement l'ensemble du mouvement de lutte kurde en Turquie. Ce changement est expérimenté dans une certaine mesure au Kurdistan de Turquie (Bakûr*) et aussi au Kurdistan de Syrie (Rojava*), depuis sa prise d'autonomie dans le cadre de la guerre civile syrienne en 2013. Dans la partie irakienne (Başûr*), la réalité est bien différente. La tribu des Barzani est au pouvoir depuis bien longtemps et a négocié son indépendance avec le régime de Bagdad instauré par les États-Unis, devenant ainsi un allié des pays

occidentaux et de l'OTAN (dont fait partie la Turquie). Le Kurdistan irakien a connu un rapide développement capitaliste, dû notamment à l'exportation de pétrole, Erbil, sa capitale, prétendant même vouloir rivaliser avec Dubaï. Pourtant, depuis deux années, le business du pétrole bat de l'aile, et les grèves et manifestations de colère se multiplient. Les opposant.e.s kurdes (dont le PÇDK* proche du PKK) sont peu nombreux.ses et durement réprimé.e.s.

C'est certainement en Iran que la situation est la pire. La dictature de Rohani réprime toute pratique déviant de la loi imposée par le régime : prison, torture, exécutions et lapidations. Les quelques combattant.e.s survivant.e.s du PJAK* (parti proche du PKK dans le Kurdistan d'Iran, le Rojhilat*) se sont réfugié.e.s il y a longtemps dans les montagnes de Başûr, et la plupart des autres résistant.e.s ont dû s'exiler à l'étranger.

C'est pourquoi, lorsqu'on s'intéresse au mouvement révolutionnaire kurde, on finit par concentrer son attention sur le Bakûr et le Rojava, même si le confédéralisme porté là-bas a la prétention de s'étendre à l'entièreté du Kurdistan et du Moyen-Orient.

*La première version de ce texte a été publiée dans
Merhaba Hevalno – nouvelles du Kurdistan n°1
du mois de février 2016. La présente version
a été revue et corrigée par nos soins.*

Chronologie 2015-2016

28 FÉVRIER 2015

Accords de Dolmabahçe : après deux années de discussion entre l'État turc et le PKK, des accords de paix sont quasiment signés.

27 MARS 2015

Un paquet de lois ultra-sécuritaires est voté à l'assemblée turque. Ces lois permettent notamment aux policiers d'ouvrir le feu quand ils le veulent : c'est une manière d'interdire les manifestations et les rassemblements. C'est toute une batterie de mesures qui renforce les pouvoirs de la police. La sévérité de ce *paketi* peut s'apercevoir par exemple dans le fait que désormais, toutes les personnes masquées ou casquées dans les manifestations sont considérées comme terroristes, et seront susceptibles de passer en jugement pour participation à une organisation terroriste.

5 AVRIL 2015

Les contacts avec le leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, sont coupés. Öcalan est mis à l'isolement total. La trêve qui avait débuté le 21 mars 2013 a été gelée le 21 mars 2015.

16 AVRIL 2015

Le début de la campagne pour les élections législatives de juin 2015 coïncide avec le début des agressions contre les membres du HDP*, le parti d'extrême-gauche pro-kurde. Le 16 avril, leur local politique d'Antalya est violemment attaqué par plus de cent fascistes. Au total, tout au long des mois de mars et avril, plus de cent cinquante membres du HDP sont attaqués. Leurs locaux sont régulièrement incendiés et saccagés.

4 JUIN 2015

Un camion du HDP et son chauffeur sont attaqués et incendiés. Le chauffeur s'en sort vivant mais avec de graves blessures.

5 JUIN 2015

Deux bombes explosent lors du dernier meeting électoral du HDP à Diyarbakır. Trois personnes sont tuées, seize sont grièvement blessées, et il y a plus de 400 blessé.e.s.

7 JUIN 2015

Le résultat des élections législatives est sans appel : avec 13,4 %, le HDP obtient la possibilité historique d'accéder au parlement turc et d'avoir 80 député.e.s qui y siègent.

17 JUILLET 2015

Erdoğan, le président turc, déclare qu'il ne reconnaît plus les Accords de Dolmabahçe signés en février. Cette annonce est reçue par le mouvement kurde comme une déclaration de guerre.

20 JUILLET 2015

Massacre de Suruç. Dans la région de Şanlıurfa, devant le Centre Culturel Amara de la petite ville de Suruç, une grosse explosion a lieu. Les personnes visées étaient des jeunes anarchistes et socialistes de l'ouest de la Turquie, trente-trois sont tué.e.s et il y a plus de cent blessé.e.s. Ces jeunes étaient venu.e.s, suite à l'appel du Comité de reconstruction de Kobanê, pour apporter des jouets aux enfants de Kobanê. Un kamikaze approche du Centre culturel et se fait exploser au milieu des jeunes. Après l'explosion, la police turque empêche les ambulances d'arriver et gaze les blessé.e.s et les personnes qui tentent de les secourir.

12 AOÛT 2015

Le KCK* annonce que « le peuple kurde n'a pas d'autre choix que de déclarer son autonomie ». Une fois cette déclaration faite, les villes de Şırnak, Silopi, Nusaybin annoncent leur autonomie. Elles sont bientôt imitées par les villes de Cizre, Batman, Bitlis, à Hakkari le quartier de Yüksekova, à Muş le quartier de Varto, à Van le quartier d'Erdemit, à Ağrı le quartier de Doğubayazıt, à Diyarbakır le quartier de Sur, à Silvan, à Lice : toutes ces villes, et d'autres encore, déclarent leur autonomie.

16 AOÛT 2015

À Muş, dans le quartier de Varto, des couvre-feux sont instaurés par la police turque. Ce sont

les premiers signes clairs quant aux projets de l'État turc pour régler la « question kurde ».

20 AOÛT 2015

Suite aux élections législatives de juin, comme l'AKP* — le parti islamo-conservateur du président au pouvoir — ne parvient pas à constituer une coalition assurant une majorité au parlement, Erdoğan décide de refaire les élections au plus tôt et fixe la nouvelle échéance au 1^{er} novembre 2015.

10 OCTOBRE 2015

Un certain nombre de syndicats et d'organisations politiques d'extrême-gauche turques et kurdes appellent à un rassemblement à Ankara pour la paix. Des kamikazes liés à l'État Islamique et/ou aux groupes fascistes turcs attaquent la manifestation : 102 personnes sont tuées, et il y a des centaines de blessé.e.s. Une nouvelle fois encore, la police attaque les personnes qui portent secours aux blessé.e.s et bloque les accès aux ambulances.

1^{ER} NOVEMBRE 2015

Les élections législatives se déroulent dans une grande tension. Le HDP fait 10,7 %, et obtient donc encore que cinquante-neuf député.e.s siègent au parlement. C'est un nouvel affront pour Erdoğan.

3 DÉCEMBRE 2015

Les forces spéciales turques débute le siège de Sur, le quartier historique de la vieille ville de

Diyarbakır, avec interdiction de sortir dans les rues. Les forces spéciales attaquent le quartier avec des tanks et des obus. Les jeunes kurdes des Unités de protection civile (yps*) résistent pendant 103 jours.

13 DÉCEMBRE 2015

Début du couvre-feu de la ville de Cizre. Le siège par les forces spéciales turques dure 78 jours. Près de 200 personnes, âgées de trois mois à quatre-vingts ans, sont massacrées par les forces spéciales. Plus d'une centaine d'entre elles s'étaient réfugiées dans les caves d'un bâtiment pour être soignées et échapper aux bombardements : les militaires turcs mettent le feu à l'immeuble et les brûlent vivantes. Des organisations de médecins kurdes signalent que plus de quatre-vingts corps ont été enterrés par les forces turques sans que leurs identités aient été relevées. Après ce massacre, le couvre-feu est officiellement levé mais, en réalité, il continue d'être appliqué tous les jours de 21 h 30 à 4 h 30 du matin durant encore plusieurs mois.

25 DÉCEMBRE 2015

Contre le « projet génocidaire » de l'État turc au Kurdistan, les YDG-H* — des groupes de jeunes assurant l'autodéfense des quartiers — et les autres groupes d'autodéfense se regroupent pour former les yps. Depuis cette date, les yps et yps-jin* — la branche féminine des yps — combattent et résistent face aux forces turques dans divers endroits du Kurdistan (Şırnak, Hakkari, Nusaybin, Yüksekova, Silopi, etc.).

8 FÉVRIER 2016

Marchandage des migrant.e.s entre l'Union européenne et la Turquie : l'Europe donne, dans un premier temps, trois milliards d'euros à l'État turc pour « garder » les migrant.e.s et un feu vert aux opérations et massacres des forces spéciales turques au Kurdistan. Elle ajoutera trois autres milliards quelques semaines plus tard.

17 FÉVRIER 2016

L'organisation de guérilla kurde Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) réalise un attentat-suicide à Ankara contre un véhicule de l'armée turque. 28 militaires sont tués et 61 autres blessés.

9 MARS 2016

Un projet de loi permettant d'enlever l'immunité parlementaire des député.e.s HDP, quasiment tous poursuivis par le régime turc pour « appartenance à une organisation terroriste » (le PKK), est soumis à l'assemblée. Le 16 mai, la loi est adoptée.

13 MARS 2016

A Yüksekova et Nusaybin, les couvre-feux et les sièges reprennent. Les forces spéciales tentent de rentrer dans ces villes kurdes avec des tanks, ils détruisent immeubles et habitations avec des obus.

11 MAI 2016

L'État turc, ne parvenant pas à entrer dans la ville de Nusaybin, décide d'envoyer des avions

de chasse bombarder les quartiers. Des témoignages relatent l'utilisation d'armes chimiques et de bombes au phosphore par l'armée de l'air turque. Ces bombardement aériens sont réitérés le 21 mai...

24 MAI 2016

Face à la menace de massacre de la population de Nusaybin par les forces spéciales turques, les YPS déclarent leur retrait de la ville toujours assiégée.

Guerre et paix

Entretien avec Baran, un camarade de Diyarbakır

*Réalisé par le collectif Ne var ne yok le
11 décembre 2015 à Amed (Diyarbakır),
cet entretien apporte un éclairage sur la guerre
qui malheureusement se profilait alors chaque
jour davantage au Kurdistan...*



Les choses ont beaucoup changé depuis quelques mois. Tout le monde au Kurdistan réclame la paix à cors et à cris. Mais la guerre s'intensifie partout : en Syrie et en Irak, elle continue de s'étendre, et, en Turquie, l'État a recommencé sa « sale guerre » au Kurdistan. Depuis deux semaines, il assiège Sur, le quartier historique de Diyarbakır... Comment imagines-tu la suite des choses ? Que va-t-il se passer ?

Pour parler de ce qu'il se passe actuellement au Kurdistan, et des changements à l'œuvre ces derniers mois, il est impératif de prendre en compte les mouvements sociaux et politiques en Turquie, en Syrie et en Irak, et de mesurer l'impact des puissances internationales sur ces réalités, parce que la guerre en Syrie et en Irak, et plus spécifiquement au Rojava, a des répercussions et des effets sur la situation au Kurdistan de Turquie.

Avant les élections du 7 juin 2015, il y avait un accord de paix entre l'État turc et le PKK. Cet accord a été rompu lors d'une réunion des MGK [*Milli Güvenlik Konseyi*, le Conseil de sécurité] en octobre 2014 : l'État turc prend alors la décision de repartir en guerre. Sauf qu'il n'a pas encore de raison valable à mettre en avant. Pour justifier son choix et faire monter la tension, plusieurs attaques meurtrières

ont donc été perpétrées par l'État contre le mouvement kurde pendant la campagne des élections législatives, mais les militants pro-kurdes n'ont pas répondu à la provocation.

Le massacre de Suruç, peu de temps après le scrutin du 7 juin, révèle malheureusement la signification de la grande victoire du HDP avec ses 80 députés élus. 33 jeunes qui devaient amener des jouets pour Kobanê y ont en effet trouvé la mort le 21 juillet. Le mouvement kurde est resté ensuite suffisamment fort pour continuer à réclamer la paix. Mais après ce qui s'est passé à Caylinpinar, avec la mort de deux policiers [tués en réponse au massacre], l'État turc a enfin trouvé le prétexte qu'il attendait : le 24 juillet, il décide d'attaquer le PKK à plusieurs endroits et envoie 60 avions bombarder les positions de la *guerilla**^[1] dans les montagnes.

Mais la vraie question, en fait, n'est pas là. Pour le Rojava, l'idée était de rallier le canton de Kobanê à celui de Cizîrê : Tall Abyad, la ville frontière côté « syrien » a été reprise à Daech, et les deux cantons ont pu ainsi être reliés. Cela coupait le passage que l'État turc et l'État Islamique empruntaient pour passer d'un côté à l'autre. Les élites turques et le haut commandement militaire ont rapidement pris la décision conjointe de déclarer la guerre aux

[1] Nous utiliserons le mot turc *guerilla* pour désigner les différentes organisations de la guérilla kurde, et par extension les membres la composant. *A contrario*, le terme français *guérilla* fera référence à la tactique de la guerre asymétrique en général.

Kurdes, pour éviter l'ouverture de ce fameux « corridor kurde », de Mossoul et Kirkouk jusqu'à la mer Méditerranée. Pour les autorités turques, cela représentait un vrai cauchemar. Voilà la vraie raison de la guerre déclarée aux Kurdes.

La seconde raison, c'est que depuis le 4 avril, la liaison est rompue avec le leader Abdullah Öcalan. Il subit une répression très dure, dans l'isolement le plus complet. Comment pourrait-on faire la paix avec une force qui détient un de nos symboles entre ses mains ? Ce n'est pas possible, en fait. Avec ce mouvement, les Kurdes, les jeunes Kurdes, dans certains quartiers ou certaines villes, ont déclaré l'autonomie. Du coup, l'État a envoyé ses forces spéciales à ces endroits-là : tanks, roquettes, armes lourdes. Ils occupent carrément des quartiers entiers, où vivent évidemment des civils. Les jeunes s'opposent à cette intrusion des forces armées dans leurs quartiers, ce à quoi l'État répond par de nombreuses violences, gardes à vue, assassinats, viols... Les jeunes disent qu'ils n'en peuvent plus, et étendent l'autonomie à d'autres endroits. Quand on parle de l'autonomie, on dit qu'elle a « neuf pieds » : l'économie, le social, le culturel, la santé, l'écologie, les femmes, etc. Dans ces « neufs pieds », il y a aussi l'autodéfense.

L'autodéfense a pris une place de premier plan car l'État attaque avec des armes lourdes.

Si l'État n'attaquait pas, s'il faisait un pas en arrière, le peuple s'organiserait autrement. Bien évidemment, ce qui se passe ici est en lien direct avec ce qui se passe en Syrie et en Irak. Les Américains, qui ont des bases aériennes en Turquie, ont autorisé l'État turc à attaquer les positions du PKK. L'ordre donné était que l'attaque pouvait se faire sur le PKK mais pas sur les YPG*/YPJ* : « Parce que nous, les Américains, nous travaillons avec les YPG/YPJ. » C'est la politique du bâton et de la carotte. Dans le même temps qu'ils essayent d'affaiblir le PKK à l'est, ils ont besoin des YPG au Rojava, donc ils maintiennent de bonnes relations avec ces derniers. En réalité, les YPG ont besoin de l'Union Européenne et l'Union Européenne a besoin des YPG, car les YPG n'ont pas d'armée de l'air, et les Européens n'ont pas de forces à terre. Ils sont donc obligés de collaborer.

Mais ce qu'on a pu voir ces derniers mois, c'est que l'État turc attaque sauvagement des villes, des quartiers, des régions kurdes où des civils sont présents et, face à cela, l'Occident reste silencieux. Et sachez-le bien : l'État turc mène ces attaques contre les Kurdes, dans leurs propres quartiers, dans leurs villes, avec une mentalité semblable à celle de Daech. Seul le nom diffère. Les façons de faire sont identiques. La semaine dernière, j'étais à Urfa dans un commissariat. Une jeune femme avait été violée. Les flics lui ont dit : « Nous sommes des membres de Daech. » Une lettre de cette

femme, qu'elle a envoyée pendant son incarcération, raconte ce qu'elle a vécu. La mentalité de l'État turc et celle de Daech sont les mêmes. Je voudrais ajouter que le peuple kurde n'a cessé de réclamer la paix depuis 1993. Le PKK a demandé à huit reprises l'accord de paix, et l'a fait de différentes façons : par des manifestations, des propositions de discussions, etc. Et ce sont ces deux dernières années, au moment précisément où le PKK cesse de prendre les armes, que l'État turc a déclaré la guerre au peuple kurde à cause de la conjoncture actuelle.

Ces jeunes qui défendent les quartiers, les villes, les villages, ont été contraints de le faire. Ce ne sont pas des terroristes. Personne ne voudrait vivre nez à nez avec la mort, n'est-ce pas ? C'est simple, les jeunes refusent l'entrée des forces armées dans leurs quartiers. Ils veulent l'arrêt des assassinats, des gardes à vue, des tortures dans les commissariats, des enfermements dans les prisons. Mais l'État reste sourd à ces demandes, voire fait tout pour continuer à appliquer ces mesures. Pour toutes ces raisons, à Cizre, à Gezer, à Nusaybin, à Derik, à Sur, à Silvan, à Varto, la confrontation continue.

Du coup, on a l'impression que c'est la guerre sans que ce soit vraiment la guerre, ce sont des guerres très localisées sur une durée définie. Nous nous demandons si les gens sont prêts à la guerre. Nous avons vu par

exemple qu'il y a eu une semaine de festival suite à l'assassinat de Tahir Elçi, l'avocat de Diyarbakır. Sur l'affiche, il est écrit : « Quoi qu'il arrive, on veut la paix ». Est-ce que ce sont les mêmes personnes qui défendent la paix et dans le même temps s'organisent pour la guerre ? En d'autres termes, si la guerre se met en route, est-ce que tout le monde suivra ?

Depuis 40 ans, ou plus précisément depuis les années 1990, ce peuple a vécu sous l'oppression de l'État turc. Beaucoup ont payé de leur peau. Rien que durant la décennie 1990, plus de 4 000 villages ont été incendiés. Trois millions de personnes ont dû émigrer vers les métropoles. La guerre, elle nous a brûlés de près. Moi, par exemple, je n'ai pas pu vivre ma jeunesse. En raison des conditions de guerre au quotidien, on ne pouvait sortir que le jour, c'était ennuyeux. Je parle des années 1990. Le peuple kurde a vraiment soif de paix. Même là où la situation est la plus dure, là où la répression est la plus féroce, les Kurdes vont quand même continuer à scanner des slogans de paix. Seuls les vrais combattants connaissent la valeur de la paix, son sens. Depuis 30 ans, les Kurdes se battent sans relâche mais, suite aux évolutions de la situation, ils doivent faire des choix. Il y a la réalité de Daech, et de ses liens avec l'État turc, il n'y a pas de doute là-dessus. Pour se défendre, la Turquie a dû trouver une stratégie capable d'arrêter l'avancée des Kurdes.

On a compris aussi qu'on ne pouvait pas s'en sortir avec les méthodes de guérilla à l'ancienne, comme l'a fait le Hezbollah au Liban. La stratégie a été de prendre des lieux, des terrains, de s'entraîner sur ces espaces, en mobilisant les uns et les autres. Et ces organisations continueront d'évoluer. Il est vrai que la population a vécu un choc, car ils avaient à l'esprit l'exemple de Kobanê : en l'espace de quinze jours, plusieurs centaines de villages, dont la ville principale, ont été vidés de leur population. 400 000 personnes ont dû partir. La ville a été entièrement détruite. Beaucoup de jeunes ont perdu la vie en défendant le lieu. Plus de jeunes encore ont été blessés. Le peuple kurde de Turquie a apporté un grand soutien, c'est certain, mais ça se passait loin de chez eux. Lorsque cette guerre est entrée dans leur quartier, là, oui, ils ont pris peur. Mais on sait aussi qu'un grand nombre de personnes restera et soutiendra la force d'autodéfense qui est avec eux. Si les YDG-H continuent de défendre tous ces quartiers, le peuple continuera lui aussi de soutenir ces jeunes. Comme à Cizre, Yüksekova, Derik, pour ne citer qu'elles... Là où les habitants apportent leur soutien, l'État ne parvient pas vraiment à attaquer.

Sur, vieille ville fortifiée et quartier historique de Amed, par exemple, est un lieu où il y a des commerçants, et du coup le quartier est assiégé par les forces de l'ordre. L'État veut manœuvrer là-bas, c'est ce qui explique qu'il y

ait davantage de conflits. Les lieux non délaissés par les civils sont les lieux où l'État n'arrive pas à avancer. Je pense que ces résistances vont se répandre dans toute la zone kurde et que le peuple va manifester son soutien.

Si nous posons cette question, c'est qu'on sait bien que c'est un choix de faire la guerre, c'est difficile et compliqué de choisir entre construire pacifiquement son autonomie et se défendre face à la violence de l'État et de Daech. Idéalement, on préférerait tous le premier choix.

C'est en effet ce qu'il faudrait. Dans la période de construction de ce mouvement d'autonomie et d'autogestion, on aurait dû pouvoir entamer ces travaux sans avoir à faire intervenir les armes. On aurait pu s'organiser de manière passive dans nos quartiers, dans nos villages, dans nos villes. C'est un manque du parti politique légal kurde, le HDP. Si on avait su bouger avec la foule des habitants, l'État n'aurait pas pu entrer dans les quartiers. Comme il a continué à opprimer et réprimer les habitants, les jeunes ont été obligés de s'armer. En réalité ça commencé il y a un an à Cizre où huit jeunes ont été abattus par des militaires. Des barricades ont été creusées. Mais avec l'arrivée du parti légal kurde, la stratégie des barricades a été mise en attente. À Silvan, par exemple, quand les premières barricades ont été montées au mois d'août, l'État a fait marche arrière en disant : « On ne vous fera

aucun mal. On ne procédera à aucune garde à vue, on n'emprisonnera personne. Enlevez seulement ces barricades. » Mais une fois que les jeunes ont retiré les barricades, et qu'eux-mêmes se sont retirés de la zone de conflit, les forces de l'ordre ont attaqué les quartiers comme des « barbares ». Ils ont brûlé les maisons, les commerces. Ceux qu'ils ont attrapés ont été battus, torturés, enfermés. Là encore les jeunes ont dû reprendre les armes.

Vous savez qui sont ces jeunes aujourd'hui ? Ce sont les jeunes qui ont perdu un parent ou un membre de leur famille : abattu, torturé, mis en prison ou « porté disparu » par l'État. Leurs villages, leurs maisons ont été incendiés. Ils ont été forcés de migrer vers les villes. Cette génération de jeunes prend corps à la suite des terribles années 1990. Ils ont grandi avec ces histoires. Et la vengeance anime leurs pensées.

Mais il y a un vrai paradoxe à Sur, comme vous avez pu en juger par vous-mêmes : une vraie guerre y est perpétrée par l'État, alors que quand vous regardez vers l'ouest de la ville, une vie de luxe continue tranquillement son train-train. Une espèce de schizophrénie pour le peuple. Pourquoi cela ? Pourquoi, d'un côté, nos jeunes perdent la vie et, de l'autre, les gens continuent à mener la leur tranquillement, dans les bars, à siroter du thé ou du café ?

Les gens payent cher leur combat, en comprenant la valeur des jeunes qu'ils perdent. Ils attendent que la guerre arrive chez eux.

En Syrie, c'est pas ce qu'il s'est passé ? Ça a commencé d'un coup à Homs, et aujourd'hui c'est toute la Syrie qui brûle. En Irak aussi : ça a commencé à Falloujah, et c'est l'Irak entier qui brûle aujourd'hui. Au Yémen, pareil : ça a commencé à Aden, et le pays brûle aussi. Idem en Libye. On ne peut pas savoir si au Kurdistan ça sera pareil ou pas. Mais quoi qu'il arrive, ces jeunes, on ne peut pas les laisser tout seuls. Pas pour la guerre mais pour la paix.

Est-ce que c'est une nouvelle stratégie, assiéger un quartier ou une petite ville, la couper du monde, lui faire la guerre, en faisant en sorte que le reste des habitants ne se sentent pas concernés par ces attaques très ciblées ?

Ça n'aurait pas dû se passer comme ça. Comme on l'a dit tout à l'heure, pendant cette période de construction, l'autodéfense est le dernier « pied » de l'autonomie. L'autodéfense est quelque chose qui est mis en place pour des attaques qui pourraient survenir en interne et non en externe. L'autonomie et l'autodéfense se font sans arme. Sauf si une attaque est perpétrée de l'extérieur avec des armes, là oui, tu dois toi aussi sortir les armes. L'autodéfense est quelque chose qui naît naturellement en toute personne qui se rebelle contre n'importe quelle forme de pouvoir.

Et ça, bien sûr, l'État s'en rend compte, et il attaque son peuple avec violence. Il veut lui

faire peur. Il veut casser la volonté propre de chacun. Il veut vider les villes et les villages, casser cette lutte, et pacifier le peuple. Et il veut que le peuple se rende à lui. Il y a un tas de raisons à cela. L'État veut détruire le Kurdistan, et la lutte de son peuple. Il est fou de rage que face à lui les gens aient deviné son intention, et ses futures attaques possibles.

Et savez-vous aussi pourquoi nous étions informés que l'État s'était préparé à nous attaquer durant ces deux dernières années de paix ? Il avait préparé des véhicules blindés qu'on n'avait jamais vus jusque-là. Au moins cinq modèles différents. Ce sont des véhicules avec un système informatique intégré. Les armes se trouvent au-dessus des blindés, les forces armées sont comme sur leur joystick, comme devant leur *Playstation* : ils font et contrôlent la guerre. Mais ce ne sont que des préparatifs, en réalité. On a aussi l'impression que les forces spéciales qui nous combattent étaient auparavant en Syrie. Ils n'agissent pas comme les anciennes forces armées. Ils ont un entraînement technique et une bonne formation militaire. On s'est rendu compte que ces deux années de paix ont permis à la Turquie de préparer un plan d'attaque pour que le peuple kurde se rende. Mais les jeunes sont entrés en résistance pour contrer cette attaque.

Regardez juste si on imaginait qu'à Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux, peu importe, des gens masqués fracassaient les portes

de chez vous pendant que vous dormez, en hurlant, en vous insultant et en violant votre intimité. En un instant les voilà dans votre chambre : qu'est-ce que vous auriez ressenti à ce moment-là ? Nos jeunes en ce moment se battent précisément contre tout ça.

Je vais parler de moi. Ma mère me disait quand j'étais petit : « Attention, si tu ne vas pas te coucher, les militaires turcs vont venir te chercher. » C'était notre loup à nous, elle nous faisait peur comme ça. Est-ce que vous arrivez à comprendre ce que ça signifie ? Un matin, les militaires viennent dans votre village, ils rassemblent les hommes sur la place, les insultent, les humilient, les frappent, les torturent... Toutes ces sales choses qu'on peut s'imaginer, ils les font. Et ensuite, ils rentrent dans vos maisons et font ce qu'ils veulent. Auprès des femmes et des enfants. Et si c'était vous, qu'est-ce que vous auriez fait ? Historiquement, ceux avec qui la France a eu le plus de conflits, c'est avec les Anglais. Imaginez : si l'État anglais vous avait fait ça, qu'est-ce que les Français auraient pensé ? Ou si c'était le contraire, qu'est-ce que les Anglais auraient pensé de l'État français ? Les Kurdes résistent simplement face à cela.

Chaque instant de la vie est devenu un moment de torture pour nous. J'ai 38 ans aujourd'hui, et je ne me sens en sécurité que là où les forces armées ne sont pas présentes.

Autour des YDG-H

Les groupes d'autodéfense des quartiers au Kurdistan

*Entretien réalisé par le collectif Ne var ne yok
le 10 décembre 2015 à Amed (Diyarbakır).*



NOUS RENCONTRONS AMET le 10 décembre lors d'une manifestation en solidarité avec les habitants.e.s et les camarades assiégé.e.s dans la vieille ville de Sur à Amed (Diyarbakır). Il y a environ 500–600 personnes présentes et qui avancent vers les flics barrant la route, qui chantent et lancent des slogans. Là, au milieu de la foule, un jeune garçon d'à peine quatorze ans nous intrigue. Sur sa main, entre le pouce et l'index, trois points tatoués qui nous rappellent immédiatement les trois points du « mort aux vaches » de par chez nous. Comme il est intimidé par notre curiosité, ce sont les jeunes hommes à côté de lui qui nous répondent. Oui, c'est bien un tatouage anti-flic : un point pour « je n'ai rien vu », un autre pour « je n'ai rien entendu », et le dernier pour « je n'ai rien à dire ». Face à la police, pas de balance ! La discussion est lancée avec ce petit groupe de manifestants. C'est avec Amet, 25 ans, qu'elle durera le plus longtemps. Il nous dit que sa sœur, engagée dans la guérilla depuis longtemps, est sûrement de l'autre côté du barrage de police, de l'autre côté de la muraille, en train de se battre. Il n'a pas de

réelles nouvelles mais a cru comprendre qu'elle se trouvait dans le coin de Diyarbakır, alors il vient la soutenir à l'extérieur de la vieille ville assiégée. La discussion est tout de suite prenante et nous lui proposons de faire, au cœur de la manif, un petit entretien autour des YDG-H, les groupes d'autodéfense armée des quartiers composés des jeunes qui y habitent...

• • • • •

Peux-tu nous expliquer ce qu'est le mouvement YDG-H ? Est-ce une sorte de mouvement d'autodéfense des quartiers ?

Les YDG-H sont un mouvement qui est né dans les régions kurdes, pour protéger la culture et le peuple kurdes. En ce moment, on peut les voir agir à Diyarbakır et dans tout le Kurdistan pour défendre les valeurs d'émancipation sociale du peuple.

Ce mouvement est-il lié au PKK ?

Ce n'est pas une branche du PKK, mais vu que c'est un mouvement de guérilla, pour ce qui est de l'aspect technique des choses la *guerilla* du PKK aide à former les YDG-H au combat. Les YDG-H se forment dans les montagnes, et viennent ensuite défendre le peuple dans les zones urbaines.

On peut donner un exemple pour faire une comparaison : c'est un peu comme dans les années 1990, quand le PKK avait été aidé dans sa formation par le mouvement TIKKO*. Ils n'ont pas les mêmes idéologies, mais se retrouvent sur plusieurs aspects, d'avoir le même ennemi, de vouloir défendre leur peuple, et de vouloir la libération des peuples. Les PKK'li restent les *guerillas* des montagnes, et les YDG-H sont les *guerillas* urbains. Contre toutes les oppressions qu'on subit, les gardes à vue, les perquisitions à répétition, les enfermements et bien d'autres injustices, ces *guerillas* sont là pour l'autodéfense...

Le gouvernement dit qu'il est là pour protéger le peuple, qu'il est là pour faire valoir les droits de chacun, mais rien ne va dans ce sens : c'est de là que vient ce mouvement. Imaginons un chat : si on l'attaque il sort ses griffes, c'est instinctif, c'est de la défense. Et d'une façon normale et naturelle, contre toutes ces attaques de l'État, il a été vital d'avoir une protection du peuple dans les quartiers.

Concrètement, comment ça s'organise ? C'est un groupe de potes qui se retrouvent et qui décident d'aller se former à la montagne ? Il y a différents groupes qui se coordonnent comme ça ?

Ces organisations se sont créées dans les quartiers. Ces groupes se sont formés d'abord

pour lutter contre la prostitution et la drogue dans leurs quartiers. Les jeunes disent : « Nous, on ne veut pas de drogue chez nous ! » en prenant en considération les ravages que ça provoque sur les gens. Ils disent qu'ils ne veulent pas être exploités, ni exploiter. Ils veulent du coup protéger le quartier de tout ce qui pourrait les fragiliser dans leur émancipation. De là naît le mouvement des YDG-H.

Il ne faut pas croire que ces jeunes sont des « jeunes voyous », comme le dit l'État, ou bien qu'ils se baladent les bras ballant sans rien comprendre à ce qui les entoure. Ce sont des jeunes qui sortent de différentes organisations. Ils ont étudié leur histoire, connaissent leur culture et, de cette façon, ils décident et réfléchissent à comment défendre tout cela. En réalité, ils travaillent et s'activent à faciliter l'émancipation des gens dans nos quartiers. Mais ces derniers mois, ils sont malheureusement contraints de ne se pencher que sur la question de l'autodéfense.

Et si les manifestations se font de plus en plus grandes au Kurdistan ces dernières années, c'est aussi dû à l'histoire. Le gouvernement turc scandait, après les massacres perpétrés dans les années 1980–1990 : « Nous avons bien enterré le peuple kurde, et avec tout le ciment que nous avons versé sur leurs tombes, ils ne sont pas près de se relever. » Mais notre leader, Abdullah Öcalan, nous

a fait relever la tête. Et les YDG-H ne s'arrêteront plus dans leur lutte.

Il y a Apo qui motive et active les actions des uns et des autres, mais pas seulement. Il y a aussi la présence du gouvernement sur nos terres qui devient de plus en plus absurde. Aucune solution n'est trouvée pour les difficultés que rencontre le peuple dans les quartiers, alors les gens veulent s'autonomiser, et se débrouiller par eux-même. Le gouvernement ici attaque et massacre son peuple, d'une manière de plus en plus violente et terrifiante. Du coup, oui, ça s'organise, oui, ça se bat, oui, on essaye de se défendre comme on peut.

Ce que nous n'arrivons pas à comprendre à propos des YDG-H, c'est si ce sont des petits groupes qui sont fédérés, mais qui ont aussi leurs propres initiatives. Par exemple ceux de Bağlar, ceux de Ofis, ceux de Sur, dans les différents quartiers de Diyarbakır... ou bien si c'est au niveau de Diyarbakır, ou de plus haut que les décisions sont prises ?

Ce sont des petits groupes qui s'organisent. Par exemple, à Bağlar, des groupes se rencontrent et s'organisent, à Sur aussi, et dans différents autres quartiers de Diyarbakır. Ce sont des groupes d'une dizaine, d'une quinzaine de personnes. Et ensuite dans ces groupes de personnes, certaines d'entre elles se portent volontaires pour porter la parole des uns et des autres... Et ceux qui portent

la parole se réunissent pour proposer les différentes idées de manifestations qui ont été discutées avant dans chacun des groupes. Si l'action doit se faire à Bağlar, ça se fait là, si c'est ailleurs, ça se fait ailleurs... Les décisions sont prises comme ça. Mais aussi au moyen des outils technologiques d'aujourd'hui. Mais je voudrais préciser aussi que dans beaucoup de manifestations ou de rassemblements il n'y a pas forcément de membres des YDG-H, ou très peu. Parfois il va y avoir une initiative, un membre d'un groupe va la proposer, et ça va pousser les autres à participer à la manif. Et, du point de vue technique, comme ils ont été formés aux armes ils savent ce qu'ils ont à faire au moment voulu.

Donc, si nous avons bien compris, ils sont tous formés ? Quand on voit comme tout à l'heure le gamin de treize ans qui jette des cailloux, est-ce qu'il pourrait intégrer les YDG-H s'il en avait seize ?

Non, ce n'est pas comme ça. Comme je l'ai dit au début, tous les jeunes de quartier ne sont pas du YDG-H. Ceux qui jettent les pierres ce sont ces gamins qui subissent aussi la répression, les gardes à vue, et la terreur de l'État. Ce sont des jeunes qui se défendent aussi mais qui ne font pas parti des YDG-H. Dans les quartiers, il y a des initiatives de groupes de jeunes, ils agissent de la manière qu'ils trouvent la plus juste.

Est-ce qu'il y a d'autres formes d'autodéfense dans les quartiers ? Par exemple chez les plus jeunes ?

Les jeunes sont souvent dans des groupes politisés, ils organisent aussi des manifestations, des rassemblements, ce qui va faire bouger le peuple de leurs quartiers. Mais les jeunes YDG-H qui font des actions armées ne divulguent pas leurs actions aux habitants. Le peuple et les différents partis politiques ne sont pas avertis de leurs initiatives...

Juste pour dire aussi qu'un gamin de treize ans qui va jeter son caillou, c'est une initiative personnelle. Là, par exemple, le rassemblement d'aujourd'hui, personne n'était vraiment au courant de cette initiative hier, chacun va s'informer, de bouche à oreille, et voilà qu'on est environ 500 à être réunis.

Est-ce que tu fais partie d'autres organisations civiles, légales ou non ?

Je suis les réseaux sociaux, je me tiens informé, et je viens dès que je peux. Je n'attache aucune importance à la question légale. Là, nous sommes ici, à cette manifestation, et si on subit des attaques, eh bien, on pensera à se défendre.

Nous avons cru voir qu'il y avait des YDG-KH, est-ce qu'il y a des femmes dedans ? Et si cela existe effectivement, est-ce que c'est comme les YPG et les YPJ — les*

Unités de protection du peuple du Rojava —, avec une organisation mixte et une autre que de femmes ?

Oui, le groupe des YDG-KH existe. J'ai un exemple : cette année à Cizre, une famille a voulu marier leur fille adolescente qui ne voulait pas, et le groupe est intervenu dans le mariage, et ont sauvé la jeune fille. Le YDG-H c'est comme le PKK, qui a dedans d'autres groupes, comme le groupe d'autodéfense des femmes. Donc oui, il y a des groupes non-mixtes de femmes. Elles ont leurs propres formations théoriques et techniques. Parfois les YDG-H et les YDG-KH se retrouvent aussi à mener des actions ensemble.

Est-ce qu'on voit les YDG-H souvent à l'action ?

On n'en sait rien, en fait ! Il y a une personne membre qui pourrait s'asseoir avec vous, discuter, et faire partie du YDG-H, et vous n'en sauriez rien. J'ai l'impression que vous voulez savoir si les personnes du YDG-H ont une identité : et bien non, ils ne tiennent pas à avoir une identité. C'est seulement une organisation illégale. Et ce, pour ne pas qu'on les démasque. Les réflexions en ce moment sont portées sur l'autodéfense, mais dans l'idée les YDG-H aimeraient étendre leurs savoirs chez les Turcs aussi, car eux aussi peuvent subir comme nous un jour les attaques de l'État.

L'Union européenne finance Daech : trois milliards d'euros donnés à la Turquie !

*Entretiens réalisés par le collectif Ne var ne yok en
décembre 2015 à Amed (Diyarbakır) et Istanbul.*



PRENDRE LE TITRE de ce texte comme vérité pourrait sembler hâtif. Et pourtant, c'est à peu de choses près ce que l'Europe vient de faire.

Le président-dictateur turc Erdoğan a beau être prêt à toutes les horreurs pour asseoir définitivement son pouvoir, il n'en est pas moins malin. Il a bien manœuvré l'été dernier. En ouvrant les vannes des Syrien.ne.s et Irakien.ne.s réfugié.e.s en Turquie vers l'Europe, il a mis une pression phénoménale sur cette dernière. L'Union européenne, prise de panique, a cédé à toutes les exigences de l'État turc. Non seulement elle a décidé de se murer dans un silence assourdissant quant aux pratiques fascistes du régime turc, aux massacres qu'il commet et au climat de terreur qu'il instaure au Kurdistan, mais l'Europe a également pris la décision de donner trois milliards d'euros à la Turquie pour externaliser sa politique migratoire, c'est-à-dire pour que l'État turc garde les réfugié.e.s à l'intérieur de son territoire.

Il serait naïf de croire que ces trois milliards^[1] seront utilisés à ces fins. Et, de fait, en Turquie et

[1] Six milliards désormais suite aux accords UE-Turquie du mois d'avril 2016.

au Kurdistan, personne n'y croit : tout le monde sait que la plus grande partie du magot ira directement dans les poches du dictateur pour armer toujours plus ses flics et ses militaires dans leur guerre aux opposant.e.s et au mouvement kurde. Chacun sait aussi que les institutions, répressives notamment, sont de plus en plus pénétrées par Daech. Ces trois milliards ne sont qu'un chèque en blanc donné au régime fasciste et à l'esprit de Daech en Turquie...

Ci-dessous, quatre personnes — deux à Amed (Diyarbakır) et deux à Istanbul — ont répondu aux deux questions que nous leur avons posées sur le sujet...

• • • • •

Que penses-tu des trois milliards d'euros qui ont été donnés par l'Union européenne à la Turquie ?

Berfin : Je pense qu'Erdoğan a bien joué son coup. Il a bien pris la mesure de la profonde peur des dirigeants de l'Union européenne : ils étaient prêts à tout sacrifier suite à la « crise des migrants ». Cet argent est censé servir à construire des camps ou à subvenir aux besoins des réfugiés en Turquie, ce que je ne crois pas du tout. On connaît relativement bien les conditions dans lesquelles survivent les réfugiés, syriens notamment, en Turquie : ils n'ont aucun droit au niveau juridique.

Et la Turquie lance des effets d'annonce en assurant par exemple que les enfants vont être scolarisés. Mais ce que l'on sait, c'est que la Turquie va se servir des réfugiés comme d'une « armée de réserve » au niveau économique. Et je pense que cet argent va servir à Erdoğan à s'acheter une impunité, et que personne ne pourra jamais l'emmerder sur tout ce qu'il va pouvoir faire ensuite. Et là ce n'est plus une question d'argent. C'est plus d'avoir fait la promesse de garder les réfugiés à l'intérieur de ses frontières. Par ailleurs, il y a un rapport d'Amnesty International, sorti il y a peu et que d'autres sources pourront corroborer, qui dit que la Turquie renvoie très régulièrement des réfugiés dans leur pays, notamment en Afghanistan par exemple, mais aussi en Irak et en Syrie. Cela montre aussi qu'il n'y a pas grand chose à attendre de l'Union européenne, car elle est prête à tout sacrifier, ses pseudo-valeurs etc., pour que les migrants ne viennent pas. Et, pour moi, c'est une manière très claire de cautionner tout ce que peut faire Erdoğan, notamment contre les Kurdes et tous les gens qui luttent dans ce pays. Et je suis quasiment sûre que cet argent va aller directement dans ses poches à lui et dans celles de ses potes. Il ne va pas subvenir aux réels besoins des gens...

Baran : C'est le théoricien russe Alexandre Dugin qui a lancé cette question de l'arrivée

massive des migrants. C'est le conseiller de Poutine. Sa théorie est à peu près celle-ci : Tous les pays du Tiers-Monde, de l'Afrique et du Moyen-Orient vivent des guerres depuis des années. Si personne n'arrête et ne s'occupe des djihadistes, alors les migrants seront nombreux à venir en Europe. C'est évident que lorsqu'il dit ça, il le dit pour les intérêts russes, c'est important de le rappeler. Mais selon moi, l'idée de l'AKP d'utiliser les migrants contre l'Union européenne vient de ces groupes russes vivant en Turquie. Ces groupes voient Dugin comme un prophète. L'Amérique et l'Europe sont impérialistes, alors que la Russie, la Chine et la Corée sont anti-impérialistes, mais comme chacun sait, il n'y a aucune différence entre les uns et les autres. Ils ont donc donné cette idée à l'État turc et ils ont ouvert les portes aux migrants pour qu'ils aillent en Europe.

Et maintenant il y a trois milliards d'euros en jeu, donnés à la Turquie. On le sait tous très bien, il n'y a pas de morale en politique. Ils font tous comme ça les arrange. Et en Europe les politiciens ne sont pas différents des nôtres, ils n'ont aucune morale non plus. S'ils avaient révélé certains rapports avant les élections législatives en Turquie, l'AKP ne serait peut-être pas au pouvoir aujourd'hui. Mais ces rapports n'ont volontairement pas été diffusés pour que l'AKP arrive au pouvoir. On voit encore là les intérêts des politiciens.

Du coup, la Turquie a ouvert les frontières et a réussi à bien faire peur à l'opinion publique en Europe, et a récupéré les trois milliards d'euros. Mais je pense aussi que les politiciens européens utilisent cet argent de façon hypocrite. C'est une tactique que pratiquent de nombreux États, s'utiliser les uns les autres, tout en gardant en cas de besoin un bâton derrière soi pour frapper dans les moments difficiles. On pense donc que l'Europe profite de la Turquie, et vice versa. J'aimerais aussi préciser que si la route du Rojava, en direction de Cerablus, n'est pas fermée, les djihadistes de Daech continueront de circuler librement et de faire des actions comme il y en a eu à Paris en novembre. C'est pour ces raisons-là qu'il faut vaincre Daech. Et, en ce moment, ceux qui combattent le mieux Daech ce sont les Kurdes, ils ont besoin du plus grand soutien. Vous allez peut-être me demander pour quelle raison. Eh bien, sur les territoires contrôlés par les YPG, la circulation se fait de manière sécurisée. Toutes les semaines, des milliers de personnes peuvent retourner à Kobanê ou à Cizîrê. Et l'État turc ne veut pas ça. Il n'ouvre ses frontières qu'une fois par semaine, et l'autorisation de circuler se fait le mercredi. Donc on comprend bien pourquoi les migrants restent la meilleure arme pour la Turquie face à l'Europe. Et que se passe-t-il si du soutien est apporté aux YPG et à la « guérilla internationale syrienne » ? Si chaque territoire

devient plus sûr et que des territoires sont récupérés des mains de Daech et des organisations d'Al-Qaïda ? Les gens vont revenir au Rojava. Et le régime d'Al-Assad fait fuir aussi les habitants vers l'Europe car, en plus de la guerre, il y a un réel souci économique. Et si eux aussi reviennent dans leurs villes et dans leurs villages ? L'Europe ne pourrait plus jouer sur ce chantage.

Firat : En gros, l'Europe dit : « Que les réfugiés restent en Turquie, qu'ils ne viennent pas en Europe, qu'ils ne viennent pas nous faire chier en Europe. Nous avons beau avoir détruit leurs vies, et ainsi les avoir obligé à migrer, qu'ils ne viennent pas en Europe, qu'ils restent en Turquie. » Et à Erdoğan : « On vous donne l'argent pour construire des camps, et gardez-les ! »

En Turquie, les réfugiés n'ont pas de statut juridique, et sans même parler de droits, ils sont dans un vide juridique. Cette absence de statut les force à vivre une vie totalement précaire. Alors que dans leur pays d'origine, ils avaient un statut, une occupation, une vie.

Mais en Turquie ils n'ont absolument aucun droit, aucune garantie. Tout le monde peut les bousculer, mal se comporter avec eux, les considérer comme inférieurs. Un jour, par exemple, je sortais de la bibliothèque et une femme faisait la manche : un homme avec une carriole l'a quasiment écrasée sans même

s'excuser car il l'a considérée avec mépris comme une moins que rien. Cet exemple montre le type de considération dont fait preuve une grande partie de la population à leur égard. En Turquie, il n'y a aucune loi qui reconnaît un quelconque statut pour les migrants. Ils ont droit aux soins de santé gratuits mais quand ils vont dans les hôpitaux, ils sont utilisés comme cobayes pour des tests médicamenteux. Ils sont bien sûr utilisés aussi comme force de travail peu chère. Ils se font tous exploiter comme jamais. Et tout le monde les exploite, aussi bien les AKP-istes que les personnes dites « de gauche ».

Cet argent donné par l'Union européenne n'est pas utilisé pour les migrants. Quand on regarde les dépenses du gouvernement ces derniers temps, le plus gros poste de dépense, c'est la défense. Et quand on voit la guerre en cours, on voit très bien dans quel secteur sont faites les dépenses : les armes et les militaires, ou plutôt contre qui ces dépenses sont utilisées : chaque centime donné par l'Union européenne à l'État turc retombe sur les Kurdes sous forme de bombes et de balles. Peut-être qu'un seul pourcent est utilisé pour les réfugiés...

Amet : Le PKK est une organisation qui a toujours dérangé et posé souci à la Turquie. Et le PKK lutte contre le pouvoir et le capitalisme, on peut lire tout ça dans les livres de notre

leader. Le capitalisme s'est formé sur un système patriarcal, qui ne laisse pas de place aux femmes. Donc ça ne me surprend pas que des pouvoirs européens capitalistes soutiennent un pays qui leur ressemble. Entre eux, ils se soutiennent. Nous ne sommes pas étonnés. Le seul à lutter contre Daech et le système capitaliste, en ce moment, c'est le peuple kurde. Et le cœur du capitalisme, c'est l'Europe. C'est comme « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », c'est la même chose ici. L'Union européenne soutient et n'arrêtera pas de soutenir la Turquie.

• • • • •

Dans quelle mesure Daech pénètre-t-il les institutions en Turquie ?

Berfin : En fait, il y a une longue tradition en Turquie de pénétration de l'État par un tas de forces paramilitaires ou d'extrême-droite.

Dans les années 1990, c'était plutôt ce qui s'appelait l'organisation *Ergenekon*, proche des militaires et des fascistes traditionnels, de type « loups gris », qui étaient, on le sait très bien, infiltrés partout dans la police, l'armée etc., qui faisaient tout le sale boulot et étaient aux avant-postes de la guerre coloniale contre les Kurdes.

En fait, le gouvernement Erdoğan s'est construit contre cela avec comme discours :

« Les musulmans sont minorisés dans ce pays, leurs droits sont bafoués, et d'ailleurs des islamistes sont en prison », etc. Et Erdoğan est arrivé au pouvoir en promettant de nettoyer « l'État profond », les résidus d'organisations internes à l'État. Il a fait en effet un certain nombre de choses dans ce sens, on ne peut pas le nier : il a viré de l'armée, de la police, un certain nombre de gens qui avaient commis des exactions dans les années 1990. Ce n'est évidemment pas pour ça qu'il les a virés, mais parce que c'étaient des éléments et des organisations qui pouvaient le menacer par des coups d'État.

Sauf que, évidemment, au fur et à mesure, il a commencé à mettre ses propres éléments à lui. Au début, c'étaient les partisans de Fethullah Gülen^[2], avec qui il était allié, qui ont commencé à infiltrer toutes les institutions de l'État, la police, la justice, l'éducation.

L'armée avait déjà été mise un peu de côté et n'avait plus trop de force, donc ils ont mis aux postes clés leurs propres pions aussi.

Par ailleurs, les gens qu'il avait jugés et mis en prison ont été libérés ensuite, quand il y a eu le « tournant autoritaire » d'Erdoğan en 2010–2011. Tous ces gens-là, ceux de « l'État profond », ont été libérés. En 2011, avec l'insurrection syrienne, la Turquie a soutenu dès le début l'Armée syrienne libre (ASL) et,

[2] Intellectuel musulman turc réformateur, soutien d'Erdoğan jusqu'en 2014.

surtout, les groupes islamistes à l'intérieur. Après, le changement s'est fait petit à petit et à mesure que l'État Islamique gagnait du terrain, de la force et de la visibilité. C'était déjà très visible qu'il y avait une infiltration de toutes les institutions de l'État par une force islamiste, « la confrérie de Fethullah Gülen » et, on peut le dire *a posteriori*, ils étaient relativement soft par rapport à Daech, même si tout est très relatif.

Après, quand Erdoğan s'est fâché avec Fethullah Gülen en 2013, à travers tout un jeu où ils s'intentaient des procès les uns les autres, où ils se mettaient en prison les uns les autres etc., a commencé la grosse purge : tous les partisans de Fethullah Gülen ont été purgés de l'armée, de la police, de la justice, de l'éducation, des médias.

Au fil du temps, on a commencé à se rendre compte que l'AKP affichait un agenda de plus en plus islamiste, non plus seulement musulman-conservateur, mais réellement islamiste. Avec la montée de l'État Islamique, on a commencé à le voir très clairement, avec tout un lot de déclarations qui allaient de la sympathie au soutien, en disant que Daech était inoffensif, que c'était « un groupe de jeunes en colère », etc. Cette mutation a notamment été mise en avant par le journal *Cumhuriyet* avec, par exemple, des articles sur les livraisons d'armes de la Turquie aux islamistes qui combattaient

en Syrie, c'est-à-dire au début Al-Nosra, puis ensuite l'État Islamique.

Et, cette dernière année, ce qui est devenu flagrant et qui à l'air de s'étendre de plus en plus dans un certain nombre d'institutions de l'État — notamment dans la police et les forces spéciales envoyées au Kurdistan, dans les forces de répression coloniale —, c'est cette infiltration de gens qui sont proches ou qui se réclament de l'État Islamique. C'est le cas de la fameuse *Esedullah Tim*, qui s'illustre par des tags fascistes et racistes sur les murs des villes sous couvre-feu, notamment à Sur, et qui est un mélange entre des nationalistes à l'ancienne, colonialistes — « les Kurdes doivent se taire, on va les soumettre » —, et des islamistes.

Nous avons aussi d'autres échos. Il y a des personnes qui disent que lorsqu'elles ont été mises en garde à vue, elles ont été interrogées par des policiers avec des barbes ultra-longues, et normalement c'est interdit dans la police en Turquie : ils doivent être rasés de près comme les fonctionnaires. Maintenant, ce que l'on voit de plus en plus, c'est qu'une bonne partie des policiers en civils ont, pareil, des dégaines de « daechiens » : longue barbe, longs cheveux. Donc, de plus en plus, on assiste à un rapprochement en termes idéologiques et comportementaux. Il y a deux jours [le 23 décembre 2015], il y a encore eu un autre scandale : à Izmir, la branche « femmes » de

l'AKP a envoyé une lettre d'invitation pour je ne sais quel colloque sur l'islam, avec le logo de l'État Islamique. Ça a fait scandale et elles ont dû retirer l'invitation en disant : « Ah, nous n'étions pas au courant », ou je sais pas quoi... Il y a donc, en plus de la proximité très forte entre l'AKP et l'État Islamique en termes de projet de société, un tas d'indices qui font penser très sérieusement qu'il y a une organisation de type État Islamique, au moins au sein des forces de police et des hauts fonctionnaires. Les combattants kurdes au Rojava soulignent souvent qu'il y a plein de gradés de Daech qui sont des Turcs. Ils ont surpris aussi plusieurs fois des agents des services secrets turcs, le MIT [Organisation nationale du renseignement], qui formaient ou donnaient des directives à l'État Islamique en Syrie.

Enfin, ces derniers jours, à l'université d'Istanbul et dans d'autres universités du pays, les étudiants islamistes sont de plus en plus présents et commencent à affirmer ouvertement leur soutien à Daech. Il y a pas mal d'affrontements en ce moment à l'université d'Istanbul avec ces islamistes, qui se font appeler les *Jeunes Musulmans* : ils ont plusieurs fois essayé d'entrer dans la fac mais ils se sont fait virer par les étudiants de gauche révolutionnaires et les Kurdes. Il y a quelques jours, ils ont fait une manifestation devant l'université, protégés par un cordon de flics, et personne ne pouvait approcher. Leur banderole

c'était : « Non au fascisme de gauche », et leur slogan : « Ceux qui combattent en Syrie sont notre honneur ». Tout ça protégé par les flics.

Pour conclure, on peut dire que de manière indirecte l'Union européenne finance Daech. En plus de financer un État raciste, fasciste et colonial, elle finance aussi Daech...

Baran : Daech trouve son assise, au sud du Kurdistan, là où l'État turc est présent, c'est là qu'il est soutenu. Avez-vous déjà entendu des gens qui se soient engagés dans l'État Islamique par exemple à Şirnak, à Cizre, à Nusaybin ? Moi non. À Diyarbakır, par exemple, ce sont aux endroits où nous avons été faibles sur le plan de l'organisation que des personnes se sont engagées auprès de Daech. Là où le PKK n'est pas vraiment présent, des personnes se radicalisent, comme à Adiyaman, par exemple, à Urfa, à Gaziantep, à Malatya, à Elazığ, à Bingöl. Là où le gouvernement turc est fort, Daech trouve son socle. Daech et l'État ne peuvent pas progresser au Kurdistan, car il y a une présence idéologique très forte.

Quels sont les endroits où la force obscure de Daech gagne du terrain ? Là où il n'y a pas de mouvement idéologique, là où l'idéologie est faible. Par exemple, dans une ville comme Kobanê, Daech a été frappé par la résistance du mouvement kurde. Cette bataille n'est pas seulement le fruit de la force de la guérilla mais

bel et bien d'une volonté claire du mouvement de libérer la région. Ça venait de cette force idéologique. Ils ont combattu avec leurs armes et leur espoir. Et partout où des combattants sont tombés comme martyrs, et que leur flambeau a été repris par d'autres, la résistance du mouvement n'en a été que plus forte. S'il n'y avait pas eu des manifestations et des actions menées dans toute la Turquie et en Europe, Kobanê serait tombée aux mains de Daech. Et ces actions se sont faites car les personnes sont politisées, organisées, et se sentent concernées. S'il n'y avait pas eu cette unité, personne n'aurait entendu la voix de Kobanê. Pendant les manifestations du 7 et 8 octobre 2014, en soutien à Kobanê, l'État turc a vacillé. Une seule phrase d'Öcalan a suffi pour calmer la frénésie qui s'était emparée de la foule, mais pourtant le soutien a redoublé de force. La suite, on la connaît.

Par ricochet, donc, toute l'aide apportée à la Turquie va en fait à Daech. Pourquoi on pense ça ? Parce que Daech nourrit le capital des bourgeoisies turque et arabe. Et que c'est leur force armée. Là où Daech entre, le capital des bourgeoisies turque et arabe suit. Vous savez tous que les entreprises syriennes d'Alep ont été démantelées et reconstruites à Gaziantep. Il faut s'imaginer que du pétrole arrive de Syrie et d'Irak et, en retour, des vivres et des armes sont envoyés. La situation, c'est celle-là. Et personne ne peut dire dans

cette histoire : « Moi, j'ai les mains propres ». La Turquie, Daech, le régime d'Al-Assad, l'Irak, l'Angleterre, l'Amérique, la France et tous les adeptes du pétrole sont dans le coup.

Tout est fondé autour de ça. Le commerce trouvera toujours comment se frayer un chemin. L'Empire ottoman, par exemple, avait fermé ses portes au commerce, du coup les importations d'Inde et de Chine revenaient très cher à l'Europe. La géographie a donc été revue : comment rejoindre plus rapidement l'Inde et la Chine ? Toutes les richesses ont finalement atterri en Europe. Tout ça pour dire que la guerre n'arrête pas le commerce. Au contraire, la guerre augmente les activités commerciales, notamment en perçant de nouvelles routes.

Firat : Le gouvernement de Turquie a la même mentalité que Daech. Erdoğan idem. Quand on regarde ce que fait l'État, on voit qu'il apporte toutes sortes de soutiens à Daech. Ces derniers mois [entre juillet et octobre 2015], il y a eu trois attentats perpétrés par Daech en Turquie. L'État avait toutes les informations selon lesquelles ces personnes allaient commettre les attentats. L'État n'a pris aucune mesure préventive, ni de mesures particulières après les attentats, pour que cela ne se reproduise plus.

Par exemple, il y a des hauts cadres de Daech qui doivent comparaître devant la

justice turque, mais ils arrivent libres et peuvent faire ce qu'ils veulent, notamment des allers-retours entre la Turquie et la Syrie. On sait aussi qu'ils ont des cellules partout dans le pays, à Antep, Konya, Kilis, Andiyaman, etc., et l'État les laisse s'organiser tranquillement. À Istanbul, ils ont même fait une réunion où ils ont soi-disant menacé l'État turc, mais au Kurdistan. L'État laisse complètement faire tout ça.

On voit très bien que l'État a facilité leur implantation partout. L'État a également permis la structuration à l'intérieur de la police, de l'armée, des services secrets, de cellules de Daech, par exemple, la *Esedullah Tim* à l'intérieur de la police. C'est le gouvernement qui a directement aidé à la structuration de Daech dans les forces de répression. En fait, sur la question du degré de pénétration de Daech au sein des structures de l'État, on peut dire que la mentalité de Daech est partout. On a un gouvernement qui ne faisait que dire : « Kobanê va tomber, Kobanê va tomber ! », et qui s'en réjouissait. Un gouvernement qui se réjouit de voir tomber une ville attaquée par Daech, c'est un gouvernement qui est directement en collaboration avec Daech.

Et du coup, même si c'est indirectement, ces trois milliards d'euros donnés par l'Union européenne au régime turc vont à Daech.

Et, de toute façon, Daech reste financé par nos impôts. La seule raison pour laquelle

aujourd'hui l'État Islamique n'est pas mis en échec, c'est le soutien économique de la Turquie. La Russie a fait des déclarations, par exemple, comme quoi Daech vendait du pétrole à la Turquie. On ne sait pas de quelle envergure est le business, mais les pipelines qui arrivent de la Syrie en Turquie sont bien là. Le fait que les investissements aujourd'hui ne chutent absolument pas — voire augmentent — en Turquie, malgré la crise économique, malgré l'instabilité du marché, est absolument contraire à la nature du marché normalement.

C'est une chose sur laquelle il faut attirer l'attention. Il y a une guerre dans tout le Kurdistan, les tanks se promènent dans les rues. Le fait que dans un pays comme ça les capitaux continuent à être investis, c'est totalement contraire à la logique du marché. Tout ça vient de l'Irak et de la Syrie, et donc directement de l'État Islamique. Normalement, du fait de la guerre, pour ne pas faire fuir les investisseurs, la Turquie aurait dû faire baisser la valeur de la livre, mais quand on regarde la livre, elle n'a pas perdu tant de valeur que cela. Il y a une partie des investissements étrangers qui sont partis mais ce sont les capitaux de Daech qui les ont remplacés.

Amet : Daech rentre dans le système grâce au pouvoir que l'AKP détient aujourd'hui. Dans les années 1990, quand la Turquie

faisait déjà sa « sale guerre » au peuple kurde, il y avait des codes différents. Aujourd'hui on voit dans les quartiers des jeunes qui se baladent cagoulés. On sait qu'ils ne sont pas des nôtres. Ce ne sont pas des YDG-H. Des commerçants liés au PKK ont été attaqués ces derniers jours [début décembre 2015] à Bağlar à Diyarbakır. Quatorze commerçants en tout, des balles, des menaces ont été lancées. C'est une force qu'on voit se développer sous différentes formes. Mais, en même temps, les Kurdes ne sont plus comme avant. Du gamin de 7 ans au vieux de 77 ans, la mort ne fait plus aussi peur qu'avant. Les gens sont prêts à se battre pour être libres. Peu importe la force en face. C'est vrai que Daech arrive à faire ce qu'il veut avec le soutien de l'État turc. Car eux seuls, sans l'État turc, ne sont rien. Et vu que nous nous battons contre deux ennemis, nos forces sont divisées par deux. C'est sûr qu'on peut se sentir affaiblis parfois. On peut donner l'exemple du Rojava : les YPG auraient pu battre Daech, s'ils n'avaient pas eu plusieurs fronts sur lesquels ils devaient combattre. Et pareil pour nous : si on devait se battre contre un seul ennemi, nos forces convergeraient. Ici, à Diyarbakır, la chance que nous avons encore, c'est que Daech ne peut pas faire de manifestation, ils sont obligés d'être discrets.

Le mouvement d'auto-gouvernance kurde dans le sud-est de la Turquie

Entretien avec Haydar Darıcı

*Réalisé le 22 décembre 2015, cet entretien
avec Haydar Darıcı, chercheur en histoire et
anthropologie à l'Université du Michigan a été
publié par le site américain Left East.*



Peux-tu nous expliquer les origines du mouvement d'auto-gouvernance ?

Avant de commencer à expliquer ce qui se passe actuellement au Kurdistan de Turquie, il y a deux choses que je tiens à dire sur la transformation historique des politiques kurdes. Premièrement, le PKK, acteur central du mouvement pour la libération du peuple kurde, avait initié une guérilla contre l'État turc pendant les années 1980. Il a ensuite reçu de plus en plus de soutien de la part de la population kurde. À ce moment-là, la lutte n'a pas seulement réussi à créer des zones libérées dans les montagnes autour du Kurdistan, mais elle a aussi su politiser et mobiliser les populations kurdes dans les villes. Ce mouvement définissait la guérilla dans les montagnes et la culture politique des protestations dans les villes comme un processus de rébellion. Le mouvement considérait que, tout comme les montagnes, la libération des villes était un point décisif pour atteindre la liberté. Cela veut dire que la guerre actuelle sera désormais menée en ville plutôt que dans les montagnes. Le mouvement appelle ce

nouveau processus, commencé depuis près de 5 ans, le processus de construction.

Le deuxième point est le fait qu'au moment de l'apparition du PKK et pendant les années qui ont suivi, le but était la création d'un État-nation socialiste kurde. Cependant, les acteurs principaux du mouvement kurde ont commencé, vers la fin des années 1990, à critiquer l'État-nation ainsi que l'idée même de nation. Il s'agissait d'une critique nourrie et informée par les expériences des mouvements de résistance anticolonialistes et de l'échec des États-nations qui en ont émergé. Cette critique a mené à des changements fondamentaux au sein du mouvement kurde, renonçant à l'idée de créer un État-nation kurde. La question fut posée : est-il possible pour un mouvement de libération nationale d'aller au-delà de l'idée de la nation et de l'État-nation — idées sur lesquelles le mouvement se fondait au départ — et de créer un modèle révolutionnaire qui ne libérerait pas seulement les Kurdes mais aussi le reste du Moyen-Orient ? Ce modèle, formulé majoritairement par Abdullah Öcalan depuis la prison, s'appelle l'« autonomie démocratique ».

Cela fait maintenant quelques années que le mouvement kurde a commencé à vivre des expériences locales d'autonomie démocratique. Ce modèle cherche à créer des zones hors de l'État plutôt que de créer un État kurde. Je tiens à ajouter que ce furent les jeunes et les enfants kurdes qui ont posé les

fondations sur lesquelles l'autonomie démocratique a pu être construite. À partir de la fin des années 1990, la jeunesse a mené une politique radicale dans les rues, vivant des affrontements quasi quotidiens avec la police, en jetant des pierres et des cocktails Molotov. À travers cette politique radicale, ces rues ont été transformées en lieux politiques et les jeunes ont réussi à rendre leurs quartiers et leurs villages inaccessibles pour la police.

L'autonomie démocratique, à travers les communes établies dans les quartiers, cherche à transformer plusieurs domaines de la vie sociale : la loi, l'économie, la santé, l'éducation et l'autodéfense, entre autres. Pour donner quelques exemples, les acteurs politiques locaux ont créé leur propre système judiciaire pour résoudre des problèmes au sein de la communauté, sans avoir recours aux tribunaux de l'État. Ils sont actuellement en train de mettre en place des coopératives dans le cadre de la création d'une économie alternative. Les jeunes qui sont formés et armés dans le cadre du YDG-H ont pris en main la responsabilité de l'autodéfense de leurs quartiers. Les femmes sont autant actives que les hommes lors de tous ces processus, par le biais de leurs nombreuses organisations. Il existe un système de co-présidence appliqué dans toutes les villes kurdes, c'est-à-dire que du bas vers le haut et à tous les niveaux, il y a un homme et une femme qui partagent le rôle de

« responsables ». En ce qui concerne l'égalité des genres, plutôt que d'essayer par l'éducation de convaincre des hommes de partager le pouvoir avec les femmes, le mouvement valorise les femmes. Celles-ci ont les mêmes droits et responsabilités, et sont libres de créer leurs propres organisations dans lesquelles les hommes n'ont pas le droit d'intervenir.

Quel est, selon ce que tu as vu et vécu, le contexte idéologique du mouvement d'auto-gouvernance ? Quelles sont les livres qui sont lus, et les idées qui circulent ?

Il y a une variété de livres qu'on lit et qu'on fait circuler dans les prisons, les campements de guérilla et dans les villes. Il s'agit des classiques marxistes et post-marxistes, anarchistes, les études post-coloniales, les théories féministes et écologistes, ainsi que les œuvres d'Öcalan, rédigées majoritairement en prison. Mais je dirais que, plus précisément, ce sont *Empire et Multitude* de Negri et Hardt ainsi que les livres de Murray Bookchin sur l'écologie et l'autonomie qu'on pourrait considérer comme étant, entre autres, les textes constitutifs de cette nouvelle phase du mouvement.

Dans quelle mesure as-tu pu observer le processus que tu décris ?

J'ai habité Cizre pendant un an et demi entre 2013 et 2015, où j'ai mené des recherches

ethnographiques sur les politiques de la jeunesse kurde. Après avoir terminé mes études, j'y suis retourné pour rendre visite aux amis.

Quelles sont les impacts de la création de l'auto-gouvernance locale sur les structures politiques du HDP ? Quelle est l'interaction entre ce mouvement et le mouvement d'autonomie au Rojava, de l'autre côté de la frontière syrienne ?

Le mouvement d'autonomie au Rojava s'inspire des idéologies formulées par Abdullah Öcalan. Il a vécu longtemps au Rojava avant son arrestation. C'est pour cela qu'il a une grande influence sur la population là-bas. Malgré le fait que les PYD* et le PKK soient deux organisations différentes, ils partagent la même idéologie. On sait que beaucoup de combattant.e.s du PKK sont parti.e.s rejoindre les combats au Rojava. Lorsque je faisais mes recherches à Cizre, il y a eu beaucoup de jeunes de cette ville qui ont rejoint les YPG/YPJ.

Actuellement, beaucoup des gens qui se sont battus au Rojava viennent rejoindre la résistance contre l'État turc, à Cizre ou dans d'autres villes. Le processus de construction de l'autonomie au Rojava a aidé à lancer ce même mouvement au Kurdistan en Turquie. Les acteurs politiques au Kurdistan turc passaient régulièrement la frontière pour aller au Rojava et y ont appris énormément de la situation et de leur expérience là-bas. Tout ça pour

dire que le Rojava et le Kurdistan turc restent fortement liés.

Le HDP a aussi été fondé dans le cadre de cette nouvelle phase du mouvement mais il était censé s'organiser surtout (mais pas exclusivement) dans l'ouest de la Turquie. Agissant ensemble avec les gauchistes, anarchistes, féministes et beaucoup d'autres groupes d'opposition, le HDP cherchait à transposer la lutte au Kurdistan dans la partie ouest de la Turquie. Je dirai que, même si le HDP a eu des bons résultats aux élections, il n'a pas réussi à porter une politique révolutionnaire. Il y a beaucoup de raisons pour expliquer cela : le HDP transposait ces politiques révolutionnaires sur le terrain problématique du multiculturalisme, et n'a pas réussi à aller au-delà des discours libéraux concernant la paix et les droits de l'homme. Cette perspective ne leur a pas réussi en ce qui concerne la question de la violence. Je veux dire par là que, lorsque la jeunesse au Kurdistan était en train de monter une lutte armée et radicale contre l'État, le HDP faisait semblant qu'une telle résistance n'existait pas, et qu'il ne s'agissait que de violations des droits de l'homme de la part de l'État turc. Le HDP faisait face à un dilemme : faire de la politique dans deux mondes radicalement opposés.

Ça fait déjà très longtemps que la population au Kurdistan est politisée, alors que dans les régions turques les groupes d'oppositions

se sont fait majoritairement marginaliser, à l'exception du mouvement Gezi qu'on pourrait considérer comme un point de rupture. De plus, le Kurdistan est un pays colonisé où la violence étatique, tout comme la résistance, est à vif. Mais au lieu de vraiment se confronter à ce dilemme et ensuite trouver des manières de s'organiser dans l'ouest de la Turquie, le HDP choisissait le chemin le plus facile, en embrassant le discours du multiculturalisme.

La société kurde est largement hétérogène. À côté des sympathisants de l'autonomie kurde et du socialisme démocratique, il existe un nombre non négligeable de Kurdes conservateurs et islamistes, dont certains militent fortement contre tout ce qui ressemble au PKK. Et il est possible qu'il y ait un certain nombre d'hommes d'affaires kurdes ou de chefs de tribu qui ne seront pas forcément d'accord avec certaines pratiques de l'auto-gouvernance locale. Certains de ces éléments ont voté AKP lors des dernières élections. Certaines régions touchées par le mouvement sont d'ailleurs assez variées, ethniquement parlant, comprenant par exemple des populations turques et arabes. Comment ce mouvement navigue-t-il entre ces potentielles lignes de fracture ?

Le mouvement kurde est devenu, avec le temps, une puissance hégémonique au Kurdistan ainsi que dans les quartiers populaires kurdes dans l'ouest de la Turquie. Il a alors réussi à politiser et contenir à la fois des personnes croyantes et non-croyantes.

Il est devenu le seul mouvement en Turquie capable d'aller au-delà des lignes binaires. En ouvrant de nombreux lieux politiques et sociaux pour des groupes variés, le mouvement a su attirer à la fois les classes populaires et les classes moyennes. Il a aussi reçu du soutien des tribus kurdes partout au Kurdistan. Même des familles de paramilitaires qui se sont battus contre le PKK pendant les années 1990 ont commencé à le soutenir.

L'enjeu en ce moment est le fait que la lutte kurde est en train de changer de forme, et que certains ont du mal à s'y adapter. Par exemple, la marge de manœuvre des actions politiques civiles est beaucoup plus restreinte face à l'intensification de la violence d'État vis-à-vis du processus d'autonomie. Les classes moyennes des grandes villes comme Diyarbakır et Van, actives auparavant dans les politiques civiles et les ONG, ont l'air d'hésiter à participer aux mouvements politiques actuels, alors que les quartiers pauvres de ces mêmes villes se sont mobilisés de plus en plus. Dans certaines villes où le mouvement kurde était fort mais n'était pas hégémonique, les gens sont restés largement silencieux dans la mesure où ils ne pouvaient pas déclarer leur autonomie et du coup n'ont pas soutenu la résistance dans d'autres villes. Ce sont les villes, où le mouvement kurde est historiquement hégémonique (à Cizre, Silopi, Gever, Lice, Silvan, Nusaybin, etc.), qui endossent le nouveau processus du

mouvement. Je tiens aussi à ajouter que ce furent les jeunes qui ont été les acteurs principaux du mouvement kurde. Ce sont ces jeunes gens qui définissent le rôle de la politique au sein de ce nouveau processus. Et ce sont encore eux qui sont les plus efficaces quand il s'agit de résister contre l'État.

Pour finir, nous sommes au cœur d'un processus où la lutte kurde est à la fois en train de monter en puissance dans certains endroits, et de se faire marginaliser dans d'autres. Mais je crois qu'à long terme ces endroits se radicaliseront aussi, car l'autonomie est en train de se construire de manière de plus en plus en forte dans d'autres villes.

Quelles sont les perspectives concernant la propagation du mouvement de l'auto-gouvernance dans des parties de la Turquie qui ne sont pas traditionnellement kurdes ? Une telle expansion est-elle envisageable si l'on tient compte de la hausse du nationalisme turc (anti-kurde) et le rôle que cela a joué dans la dernière victoire électorale de l'AKP ? Vu l'intensification de la militarisation de la région, est-ce qu'il reste la moindre possibilité de maintenir et de garder en place le mouvement d'auto-gouvernance ? Quelles sont les perspectives du mouvement ?

Ce mouvement d'autonomie démocratique pose un défi immense pour l'État turc, étant donné qu'il s'agit d'une zone dans laquelle l'État réclame son autorité alors que sur place

il y a une vie anticapitaliste qui se met en place. De plus, à long terme, ce mouvement peut potentiellement se propager dans d'autres régions de la Turquie. L'année dernière, l'État turc a essayé de rentrer dans les quartiers pour arrêter des gens, dans une tentative de combattre cette propagation potentielle du mouvement. Les jeunes se sont alors mis à creuser des tranchées profondes aux entrées des quartiers, et à tenir leurs barricades, les armes à la main. Les forces de sécurité turques n'ont pas réussi à dégager ces barricades, ni les jeunes qui les tenaient. Suite aux élections générales du mois de juin, le gouvernement a déclaré la fin des négociations et a lancé des attaques encore plus brutales contre des villes kurdes.

Dans beaucoup de villes au Kurdistan des couvre-feux ont été déclarés, parfois durant plusieurs semaines. Les snipers tiraient sur toutes celles et ceux qui n'obéissaient pas. Postés tout autour, des chars militaires bombardaient les villes. N'étant pas capable de réinstaurer son autorité, l'État turc a alors tenté de rendre les villes kurdes inhabitables. Les blessés n'avaient pas le droit d'être emmenés à l'hôpital. Les morts n'avaient pas le droit de se faire enterrer. Les gens passaient leurs nuits à mettre de la glace sur les cadavres de leurs proches pour éviter qu'ils pourrissent. Mais, malgré tout cela, l'État ne pouvait pas entrer dans les quartiers face aux jeunes qui creusaient des tranchées de plus en plus

profondes et qui renforçaient leur arsenal. Pour se protéger des balles de snipers, ils accrochaient des énormes draps au-dessus des rues pour bloquer la vue. C'est une stratégie qu'ils avaient appris au Rojava. Ils cassaient aussi des murs entre les maisons et passaient d'une maison à l'autre, partageant de la nourriture et aidant les blessés, sans mettre un pied dehors. On pourrait dire qu'ils sont en train de refaire l'architecture des villes pour les rendre plus appropriées à l'autodéfense. Plusieurs villes kurdes, y compris Cizre, Silopi et Nusaybin, sont actuellement^[1] sous couvre-feu. Ces villes sont entourées de chars et de snipers. Le premier ministre Davutoğlu^[2] a déclaré récemment en disant qu'ils allaient « purifier » ces villes, maison par maison. L'État essaye de détruire l'autonomie qui se met en place au Kurdistan, au prix de destructions de villes entières et de meurtres de beaucoup de gens. Et les populations du Kurdistan, notamment des jeunes, sont en train de résister contre la mort.

L'autonomie au Kurdistan, vu l'extrême violence étatique, est-elle viable ? Moi, je crois que oui. Parce que l'État ne peut pas gagner une telle guerre, quel que soit le niveau de

[1] La situation a changé depuis le moment où cet entretien a été réalisé en décembre 2015. Les villes assiégées ne sont plus nécessairement les mêmes, l'État turc procédant à des couvre-feux tournants.

[2] Idem. Davutoğlu n'est plus premier ministre depuis le 7 mai 2016

brutalité. Au début des années 1990, il n'y avait que les militants du PKK qui étaient impliqués dans des conflits armés dans les villes. Mais maintenant, la différence entre guérilla et citoyens devient de plus en plus floue. Les civils sont armés et se défendent.

Cette lutte ne cherche pas à transformer uniquement la Turquie mais également l'ensemble du Moyen-Orient. C'est-à-dire que les tentatives d'autonomie démocratique ainsi que l'autodéfense en cours actuellement au Kurdistan turc, et de manière plus forte au Kurdistan syrien (Rojava), pourraient servir comme modèle pour toute la région et peut-être au-delà. Mais la question qui reste est la suivante : comment ce modèle peut-il se propager ailleurs ? Comme je l'ai déjà dit, le HDP n'a toujours pas réussi à appliquer ces politiques dans les régions non-kurdes de l'ouest de la Turquie. En Syrie, le mouvement se limite au Rojava. Dans le canton de Cizîrê (Rojava), il y a plusieurs ethnies et groupes religieux qui ont participé à la mise en place de l'autonomie en créant leurs propres institutions. Cela est une preuve que les politiques de ce mouvement ne parlent pas qu'aux Kurdes. Ceci dit, en ce qui concerne la Turquie ainsi que le reste du Moyen-Orient, je ne saurais pas dire à quel point l'autonomie démocratique pourrait servir de modèle à l'ensemble de la région.

Ce sont les femmes qui mènent la résistance

*Entretien réalisé avec quatre femmes
en décembre 2015.*



QUATRE CAMARADES KURDES répondent aux questions^[1]. Il s'agit de Hatice, professeur de littérature, qui enseigne le kurde et la littérature dans une école libre du Kurdistan. Elle est accompagnée de Gulistan qui travaille pour sa municipalité dans le département chargé de mettre en place les politiques de développement pour les femmes, et qui enseigne aussi l'histoire, en langue kurde, dans la même école libre. Elif, elle, s'occupe de la politique des femmes de son quartier. Elle coordonne le département des femmes dans lequel trois branches ont été ouvertes : une s'occupe de lutter contre les violences sur les femmes, une branche s'occupe de l'éducation des femmes, et la troisième du soutien économique aux femmes. Enfin, Dilan, kurde et alévie^[2], travaille à l'université d'Ankara, où elle est née et a grandi. Ses grand-parents y étaient

[1] Les camarades nous ont demandé de modifier leurs prénoms, les lieux ainsi que de ne pas citer l'émission de radio qui a diffusé initialement l'entretien.

[2] L'alévisme est une branche hétérodoxe du chiisme, dans laquelle chaque croyant établit lui-même son rapport au divin de manière privée. L'alévisme représente 10 à 20 % de la population de Turquie.

venus depuis le Kurdistan à cause de la répression qu'ils subissaient en tant qu'alévis.

Cet entretien s'est fait par l'intermédiaire d'une traduction en anglais : les quatre femmes discutaient entre elles en turc, puis il y avait une synthèse et une traduction en anglais, traduites pour l'émission.

• • • • •

Tous les jours les femmes kurdes sont touchées par cette guerre : de juillet à novembre, 53 femmes ont été tuées par les forces militaires turques. Durant cette guerre, non seulement elles sont assassinées, mais elles doivent affronter la violence psychologique, physique et sexuelle de la part des forces militaires turques : de l'armée, de la police et des paramilitaires de la région. Je vais vous donner deux exemples significatifs : une femme enceinte a été tuée par les forces militaires turques et, une fois morte, le soldat a visé son ventre pour tuer le bébé. Un autre exemple : une femme de 57 ans a été tuée dans la rue, et son corps est resté dans la rue pendant sept jours. Son mari et le frère de son mari ont essayé d'atteindre son corps, et ils ont été tués à leur tour.

Voilà pour les atrocités de cette guerre, mais il y a aussi la lutte. Les femmes kurdes résistent, comme elles le font depuis de longues années.

Elles ont créé des groupes de résistance, spécialement à Sur, dans la province de Diyarbakır. Ces groupes combattent en première ligne contre l'armée turque, et sont composés de femmes civiles, d'habitantes du district de Sur et de la région, pas de *guerillas* venues des montagnes et d'autres régions. Elles se battent avec des armes, autant que les hommes ; parfois il y a plus de femmes que d'hommes sur le front pendant les combats. Il y a aussi les femmes des YDG-H, mouvement d'autodéfense des quartiers, qui est lié aussi au PYD et au PKK. Il y a aussi un groupe composé d'étudiantes, qui s'appelle DEM-GENÇ (*Demokratik Gençlik Konfederasyonu*) : elles ne sont pas sur le front, elles ne participent pas aux combats, mais elles essaient de lutter politiquement sur le front social et économique. Enfin, il y a le groupe des « Mères de la Paix », un groupe qui existe depuis longtemps, depuis dix ou quinze ans, qui fait de la résistance passive : elles se mettent comme boucliers devant les tirs. Elles essaient aussi d'établir des liens pour la paix.

Pour Erdoğan et pour Daech, les femmes kurdes sont dangereuses, parce qu'ils savent bien que les femmes sont centrales dans la société kurde. Ce sont elles qui mènent la résistance. C'est pourquoi Erdoğan a pour plan de détruire la résistance des femmes kurdes, et à travers elles la résistance de la société kurde. Erdoğan et Daech savent bien que la

résistance kurde s'enracine dans la résistance des femmes. Et c'est pour ça qu'ils ciblent les femmes kurdes, qu'ils les attaquent de tous les côtés, physiquement, psychologiquement, socialement, économiquement. La guerre prend beaucoup de formes, une de ses formes principales est d'attaquer les femmes kurdes. Il faut ajouter à ça que, contre la guerre d'Erdoğan, toutes les femmes kurdes essaient d'assurer leur propre autodéfense, dans tous les espaces, au travail, à la maison, au quotidien, à tout moment.

La société kurde est très politisée, pas seulement les hommes, les femmes aussi sont très politisées. Elles sont conscientes de la politique d'Erdoğan, conscientes de leur condition de femmes, conscientes de la guerre. Peut-être pas 100 % des femmes, mais 90–95 % des femmes kurdes sont conscientes de la politique d'Erdoğan et de la guerre. Elles doivent organiser leur propre autodéfense, elles savent qu'une réelle liberté ne peut être conquise que par leur propre lutte, elles le savent très bien. Elles savent bien que les luttes des hommes peuvent peut-être mener à la liberté, mais que pour avoir une totale liberté les femmes doivent lutter elles-mêmes. C'est pour ça qu'au Kurdistan, là où un homme occupe une fonction, il y a systématiquement une femme au même niveau, que ce soit au front, au travail, à l'école, partout.

Ce principe de parité est vécu en pratique dans la guerre tous les jours. Dans chaque institution, association, organisation au Kurdistan, il y a une section « femmes », et pour chaque fonction une co-présidence par un homme et une femme. Seules les femmes peuvent désigner les femmes qui vont les représenter dans les assemblées des femmes. Les hommes ne votent que pour les assemblées mixtes, alors que les femmes votent à la fois pour les assemblées mixtes et pour les assemblées non-mixtes. Par exemple, s'il faut désigner dix personnes, il y aura obligatoirement cinq femmes et cinq hommes ; s'il faut désigner sept personnes, il y aura quatre femmes et trois hommes. Dans les huit régions du Nord-Kurdistan où a été proclamé le confédéralisme démocratique, tous les co-présidents ont été arrêtés. Ils ont été accusés d'activités contre l'État, de tentative d'établir un État dans l'État, de proclamation du confédéralisme démocratique. C'est le « code 301 », une loi très connue ; il n'y a pas que les co-présidents qui sont arrêtés sous ce « code 301 », il y a aussi des journalistes, des responsables politiques, des membres du PKK, des civils. Les femmes co-présidentes sont emprisonnées ensemble à la prison d'Ankara, elles ont été remplacées par d'autres femmes, issues du conseil municipal. Chaque lundi, la remplaçante de la co-présidente arrêtée va à Ankara, et elle lui rend visite en prison. Elles discutent ensemble de la situation politique,

comme ça le processus n'est pas interrompu. Ensuite, celle qui la remplace retourne dans sa région et y rapporte des propositions, idées et opinions. Ces propositions sont discutées et votées au conseil municipal et aussi dans l'assemblée des femmes.

Pour le mouvement des femmes kurdes, le féminisme c'est aussi un mouvement progressiste et révolutionnaire. Mais s'il y a des connexions entre le mouvement des femmes kurdes et le féminisme, il y a aussi des différences. Par exemple, le mouvement de libération des femmes kurdes est basé sur le *leadership* d'Abdullah Öcalan, qui est un homme. Il a fondé un système idéologique sur lequel est basé tout le mouvement kurde, et aussi le mouvement des femmes kurdes. Par exemple, la *jineoloji*, c'est-à-dire la science des femmes, a aussi été créée par Öcalan. Il a créé cette science parce qu'il croyait que les femmes sont au centre de la société, et qu'il manquait une science qui n'appartienne qu'aux femmes. C'est une différence importante avec le mouvement féministe qui ne peut pas accepter les idées d'un homme comme base. Après, dans la pratique, il y a beaucoup de connexions entre le féminisme et le mouvement des femmes. Par exemple, il y a des écoles de femmes, des centres de femmes où il y a des cours dans beaucoup de domaines : par exemple en politique, en socio-économie,

des cours sur la vie biologique, sur comment éduquer les enfants... Il y a beaucoup de réunions où les femmes se rassemblent et parlent de beaucoup de sujets, sur leur vie, la politique et tout le reste. Cette institution est réservée aux femmes et les femmes essaient d'utiliser cette institution dans un sens libérateur. Aussi au Rojava, à Qandil en Irak, et dans d'autres régions, il y a un mouvement progressiste et révolutionnaire qui est unique, qui est très différent des autres mouvements de femmes dans le reste du monde. Elles sont contre le patriarcat, contre toute oppression, qu'elle vienne des hommes ou de l'État, contre les rapports de domination dans leurs vies ; mais elles ne rejettent pas les hommes de leurs luttes. Elles essaient de bâtir une vie libre, à égalité avec les hommes. Une vie libre, ça doit être le combat des hommes et des femmes. Pour cela, il ne faut pas que les hommes gardent une mentalité patriarcale. Le mouvement des femmes kurdes essaie de transformer les hommes dans leur vie quotidienne, leurs rapports politiques. Les femmes aussi peuvent se transformer. Le but du mouvement est de transformer les hommes et les femmes pour arriver à une vie écologique, libre, qui inclue la liberté des femmes, mais aussi celle de tout le monde, la liberté des lesbiennes, des gays, des personnes trans. Chaque personne peut être transformée. C'est là un point crucial du mouvement des femmes kurdes.

Il faut que les femmes du monde entier soient solidaires. Là, pour nous, le point important c'est le Kurdistan et le mouvement des femmes kurdes. S'il vous plaît, soutenez-nous. Toutes les femmes doivent se rassembler et se donner la main.

Les YPS-Jin aux femmes du monde : « il n'y a pas d'autre choix que la lutte »

*Témoignage de Dînya Sterk, membre
des YPS-jin de Nusaybin, les groupes
non-mixtes femmes d'autodéfense des villes
et des quartiers. Il a été adapté du reportage
réalisé par l'agence de presse kurde
féminine JINHA en janvier 2016.*



Dans un monde où de nombreuses femmes sont victimes de la violence masculine, il n'y a pas d'autre choix que la lutte. La lutte des YPS-jin est une lutte internationaliste contre le système patriarcal.

Dans la province de Mardin au Kurdistan turc, la ville de Nusaybin a une longue histoire de résistance. Aujourd'hui, alors que l'État turc envoie des véhicules blindés dans chaque coin de rue, ce sont les enfants et les femmes de la ville qui mènent la construction des barricades.

Avec le processus de paix qui a commencé en Turquie en 2013, l'État turc pensait qu'il pouvait simplement nous faire perdre notre temps, alors même que le peuple kurde faisait sa part du travail.

Pourtant, ici ce n'est pas le peuple kurde qui est en train de perdre, mais l'État. Si l'État n'est pas parvenu à entrer dans les quartiers insurgés de villes comme Nusaybin même

après deux mois d'un couvre-feu brutal, cela signifie qu'il a déjà perdu. L'État est maintenant lancé dans une guerre totale, tirant même sur les petits enfants.

Personne ne doit s'attendre à ce que nous gardions le silence. Contre ceux qui tuent nos enfants et nos mères, bien sûr que notre lutte doit être une lutte armée. La jeunesse des YPS n'a pas d'autre choix que de prendre les armes, mais, au-delà du conflit armé, leur lutte est politique et culturelle.

Chez les Kurdes, les organisations féminines autonomes ont une grande importance. Ce phénomène a commencé dans la région avec les organisations féminines du PKK.

Dans le socialisme tel qu'il a existé, on avait « *d'abord la lutte du peuple, après la lutte des femmes* », mais ça ne marche pas comme ça. Nous avons appris de cette expérience qu'une solution qui reporte à plus tard la lutte des femmes ne résout pas le problème. Le combat du peuple et le combat des femmes doivent avoir lieu en même temps. Au Rojava, la révolution est devenue une révolution des femmes avec la création de la force armée des YPJ.

Du coup, dans le Bakûr, nous ne pouvions pas en rester simplement aux YPS. Nous devons déclarer une organisation autonome de femmes, les YPS-jin, en tant que femmes lançant le long combat contre le système patriarcal qui a déclenché ces guerres. Sinon,

la révolution serait inadéquate. Comme dit notre chef [Abdullah Öcalan], rien n'est résolu tant qu'on ne résout pas le problème à la racine.

Dans un monde où chaque année des milliers de femmes sont tuées par la violence masculine, des organisations armées féminines comme les YPJ, PAJK*, YBŞ-jin* et YPS-jin sont la seule option possible.

En tant que femmes kurdes, nous avons déclaré que 2016 sera l'année de la lutte pour l'émancipation des femmes. Que chaque femme dans le monde choisisse son camp. Les YPS-jin ont un message pour toutes les femmes : nous ne nous battons pas juste pour une ethnie. Avec notre combat dirigé par des femmes contre les attaques du système patriarcal, nous envoyons le message : « On est là ! »

Notre combat est internationaliste : que toutes les femmes dans le monde prennent leur place dans ce combat.

Les habitants de Cizre attendent le jour de vengeance

Entretien avec Serxwebûn

*Le 14 décembre 2015, les forces spéciales
turques commencent le siège de la ville de Cizre.
Après 80 jours de résistance, et le massacre de
150 civil.e.s, le siège est levé. Ce témoignage
du journaliste Osman Oğuz a été publié
le 24 février 2016 sur le site turc PolitikArt.*



À L'ÉPOQUE OÙ NOUS ÉTIONS étudiants à l'Université de Dicle à Amed (Diyarbakır), nous étions logés ensemble avec Serxwebûn^[1]. Lors des boycotts traditionnellement très animés, des actions quasi quotidiennes du campus, on se saluait, on scandait des slogans ensemble. Ensuite, nos chemins se sont séparés, le sien l'a amené dans le brasier. Le fait d'entendre sa voix, des années plus tard, éveille une drôle de sensation...

Serxwebûn se trouvait dans sa ville natale, Cizre, depuis le début du blocus de l'État et de la résistance pour l'autonomie. Il a été témoin de la barbarie et d'une grande résistance qui se déroulaient dans les rues où il est né et a grandi. Les résistants lui ont demandé, comme testament, « parle de nous », alors il continue à en parler...

Bien que les paroles soient insuffisantes, nous avons discuté avec Serxwebûn, comme on a pu, de ce qui se passe à Cizre, de la violence d'État, de la résistance, et de l'identité de ceux qui sont morts. Il y a tellement de choses importantes à dire, que privilégier certaines d'entre elles serait injuste. Alors, pour bien faire, prêtez l'oreille aux propos

[1] Oui, son nom n'est pas Serxwebûn. Mais ces terres ne s'appellent pas la Turquie non plus, alors on est quittes...

[NDE : Serxwebûn est un alias. Ce mot signifie en kurde « indépendance » et c'est aussi le nom de l'organe de publication du PKK depuis sa naissance].

de Serxwebûn, qui a été témoin de tout, du début à la fin, et choisissez vous-mêmes les priorités.

• • • • •

Avant tout, dans quel état es-tu, comment vas-tu ?

Comment veux-tu que je sois ? J'essaye de récupérer. Je me suis rendu compte qu'on devrait passer à une période de récupération. Les personnes qui sont mortes étaient mes amis très proches. Le fait d'être parti de ce sous-sol, de les avoir quittés, était un complet hasard. Je suis parti, puis j'allais y retourner, puis la route a été fermée. C'était des camarades infiniment proches. Le plus désolant est le fait que la majorité étaient des civils, des étudiants... Une personne qui combat peut mourir dans le combat, c'est aussi douloureux mais cela reste différent. Mais on est encore plus triste pour celui qui n'a jamais combattu, qui est juste présent par dévouement, qui ne se défend pas. Lorsqu'on pense à la manière dont ils ont été tués, une grande déchirure intérieure se fait sentir.

Maintenant, l'État dit : « L'opération est terminée avec réussite. » Qu'a-t-elle réalisé, cette « opération » à Cizre ?

À vrai dire, tout le monde voit le résultat, clairement. Les images prises par l'agence de

l'État, depuis des blindés, mettent à jour l'état dans lequel se retrouvent l'infrastructure de la ville, les habitations, les avenues. Mais à part cette destruction, il y a bien sûr aussi l'impact que cela a fait sur les gens.

L'État annonce : « J'ai apporté la sérénité, j'ai fait une opération réussie », mais désormais les gens d'ici se souviendront de l'État et du champ de ruines qu'il a laissé. De toute façon, depuis des années, quand on dit « État », les gens pensent à ce genre de choses, et pas à autre chose.

Déjà, le fait qu'une résistance soit organisée à Cizre aujourd'hui, n'est-ce pas dû aux ruines que l'État a laissées dans le passé ?

Je dis toujours : les jeunes qui résistent contre l'État aujourd'hui sont les jeunes qui lançaient déjà des pierres contre lui. Lorsqu'ils étaient enfants, ils ont lancé des pierres. Mais l'État, au lieu de comprendre ces enfants, ou de satisfaire leurs revendications, les a attaqués d'abord avec du gaz lacrymo, ensuite avec des armes létales. Ensuite, l'État a fait arrêter quotidiennement ces enfants. Regardez le passé de chacun d'eux, ce sont des enfants qu'on appellent « victimes de TMK^[2] ». Maintenant ces enfants ont grandi.

[2] Dans les villes de sud-est de la Turquie, après la réforme de la loi sur la lutte antiterroriste (TMK) en 2006, beaucoup de mineurs ont été arrêtés, jugés et incarcérés dans des

La résistance de Kobanê, comme dans tout le Kurdistan, a changé beaucoup de choses à Cizre aussi. Mais la situation des jeunes de Cizre était un peu différente. Tu sais bien, Cizre, pour le mouvement de libération de Kurdistan, est une ville symbolique. Les jeunes ont commencé à s'organiser ici, depuis 2009. Leur objectif principal était plus de protéger, au sens général, la ville dans laquelle ils vivaient, que le combat armé contre l'État ou l'autodéfense physique.

C'est-à-dire, que faisaient-il ?

Ces jeunes ont stoppé à Cizre le vol, la drogue et la prostitution... Tout le monde sait dans quel état était cette ville en 2009. C'était comme la période où les gens ne pouvaient même pas traverser les rues de Diyarbakır, de Bağlar ; l'État avait mis Cizre dans le même état après les opérations contre le KCK en 2009. À chaque coin de rue, il y avait des voleurs, des dealers, des prostituées, et les jeunes étaient transformés en espions. Dans un premier temps, les jeunes ont commencé à s'organiser en réaction à tout cela, et dans la mesure où ils ont réussi, sont devenus la cible de l'État.

prisons pour adultes, et ce en violation complète du droit des enfants. La plupart ont été arrêtés sur des soupçons infondés, parce qu'il y avait la marque de pierres dans leur paume, ou parce qu'ils étaient transpirants, etc.

Quand est-ce que les premières tranchées ont commencé à être creusées ?

Lors du processus de Kobanê, l'organisation a gagné de la vitesse. Et les descentes dans les maisons ont commencé à ce moment-là. Après, pour empêcher ces descentes et les arrestations, les tranchées ont été creusées. Les tranchées sont restées dans la ville pendant un an, l'État n'a mis personne en garde à vue, il n'y a pas eu d'attaques sérieuses. Les choses étaient normalisées ; l'État et les jeunes s'étaient en quelque sorte entendus. Il y avait comme un accord tacite : « Tu n'entres pas dans nos limites et nous n'interviendrons pas. »

Tout au long de cette année, dans la ville, il n'y a eu aucun mort, ni blessés, ni même aucune action. Un jour cependant, il y a eu quelques attaques islamistes et cinq jeunes y ont perdu la vie, mais ceci est à mettre en lien avec Hûda Par^[3].

À ce moment-là, Öcalan avait demandé la suppression des tranchées et les jeunes les ont rebouchées en une nuit. Et les jeunes ont continué à faire la garde et protéger leurs quartiers. Voilà. L'État essaye maintenant de les fermer depuis des mois, alors qu'avec une seule parole d'Öcalan, c'était réglé en une nuit.

[3] Hûda Par est un parti islamiste et anti-kurde créé en 2002 qui regroupe en son sein un certain nombre de membres du Hezbollah turc (organisation sunnite très active depuis les années 1990, sans lien avec le Hezbollah libanais).

Malgré la suppression des tranchées, l'État a continué ses attaques. Les gardes à vue, les arrestations ont recommencé, et les jeunes qui participaient à la moindre manifestation se faisaient tirer dessus. Alors, après cela, les jeunes ont recommencé à creuser les tranchées et mettre des barricades en place. Ils ont renforcé leur organisation à chaque attaque et ils ont commencé à résister de plus belle. À la fin du couvre-feu de neuf jours, déjà, presque chaque maison de la ville était devenue un lieu de résistance. C'est la raison principale pour expliquer que la résistance puisse durer aussi longtemps : elle s'est étendue à toute la ville, tout le monde a résisté en faisant ce qu'il pouvait.

Nos jeunes sont précisément ces jeunes-là. Les jeunes que l'État poussait vers la prostitution, la drogue et l'espionnage... Les jeunes qui voient la réalité de l'État et qui se rebellent.

Il y a pas mal de chiffres sur les morts, tous les jours nous nous battons avec des chiffres. Mais il y a une histoire de vie derrière chaque chiffre...

Comment les jeunes ont-ils résisté ?

Malgré leurs moyens réellement limités, ils ont fait une résistance honorable, contre 10 000 militaires professionnels d'un État qui dit qu'il possède une des meilleures armées du monde, dotée de toutes les technologies modernes et d'une force extraordinaire.

Je peux dire que cette résistance continuait même dans le sous-sol.

Parfois dans la presse turque, on voit des nouvelles comme « tant d'armes ont été saisies », « ils possédaient tant de munitions ». Nous étions là. Nous avons vu avec quoi ces jeunes résistaient... Avaient-ils des armes ? Oui, bien sûr. Mais sois-en sûr, l'arme de chaque jeune à terre était récupérée par un autre, parce que le nombre d'armes qu'ils possédaient était très limité. Les chars avaient encerclé la ville et sans cesse ils tiraient au canon sur le centre-ville. Ensuite ces chars ont essayé de s'introduire dans les quartiers. Les jeunes ne pouvaient pas faire grand-chose face aux chars. Ils prenaient des couvertures et plaids et les jetaient sous les chenilles pour les bloquer. Plusieurs d'entre eux ont été blessés en jetant des couvertures. Les chars ne pouvant pas avancer sur des couvertures, continuaient à tirer au canon, de là où ils étaient bloqués. Des blindés venaient pour les débloquer et les jeunes résistaient en lançant des cocktails Molotov sur ces véhicules.

Ils n'ont jamais eu des conditions égales. Ils avaient fabriqué des « gilets-livres pare-balles » pour se protéger des tirs. Ils entouraient des gros livres de tissu, les cousaient ensemble en forme de gilet. Tous les résistants et les civils qui vivent en ville utilisent ces gilets-livres pour aller d'un endroit à l'autre. Les balles sont retenues, plantées dans les livres.

Par ailleurs, ils jetaient de la peinture sur les vitres des véhicules blindés. Ils avaient toujours une méthode alternative pour contrer chaque type d'attaque. Ils ont résisté comme ça.

Ils sont restés affamés des jours et des jours. Il y a eu beaucoup de difficultés avec la nourriture lors de ce blocus qui a duré des mois. Mais malgré cela, dans les barricades, dans les rues, en défendant maison par maison, ils ont essayé d'empêcher que l'État avance.

Mehmet Tunç est un nom important de la résistance et il est devenu un symbole. Comment le connaissais-tu ? Quel genre de personne était-il, et comment est-il devenu un modèle ?

Je connaissais Mehmet Tunç depuis mon enfance. Après, en 2009, il est devenu coprésident du conseil populaire de Cizre. C'était quelqu'un qui prenait toujours place dans la lutte. Quand je suis sorti de prison, on a recommencé à se voir.

Tu peux demander à n'importe qui de te parler de Mehmet Tunç, il te dira les mêmes choses. C'était une personne courageuse, qui ne faisait pas de concessions, qui pouvait mobiliser les gens, quelqu'un de remarquable. Pas seulement dans cette dernière période, mais en 2008, 2009 aussi... Dans les périodes les plus difficiles, Mehmet Tunç était capable, rien qu'en passant d'une maison à l'autre, de mobiliser tout le monde pour la résistance.

Il avait fait cela plusieurs fois auparavant et pendant le couvre-feu de neuf jours aussi... Le quartier Nur était sur le point de tomber, te souviens-tu, Mehmet Tunç a parlé en liaison téléphonique en direct à la télé. Un discours bouleversant qui disait : « Le cercle s'est resserré. » La raison de ce discours émouvant était la désolidarisation des jeunes de la part de certaines personnalités politiques. Les politiques sur place disaient : « Nous sommes obligés de nous séparer des jeunes. Soit les jeunes quittent les lieux, soit c'est nous qui partions. » Mais Mehmet Tunç a fait un discours là-bas et il a dit qu'il bougerait avec les jeunes, qu'il quitterait la maison où les politiques se trouvaient. Ensuite, il a parlé avec les jeunes avec une telle verve qu'ils ont réussi à casser le blocus. Et c'est encore les jeunes qui ont sauvé ces politiques. Sinon l'État allait tuer, dans cette période de neuf jours, au moins trois ou quatre députés du HDP. Tous les tirs de canon visaient les maisons dans lesquelles les députés se trouvaient. Ils essayaient de mettre la main dessus. C'est grâce à la résistance des jeunes que les députés du HDP ont pu sortir de cette maison. Et ce sont les paroles de Mehmet Tunç qui ont donné la motivation aux jeunes.

Je voudrais raconter un autre souvenir qui me traverse l'esprit. Mehmet Tunç me l'avait raconté : quand il est jeune, à quinze ans, les *guerillas* viennent dans son village. Les jeunes se réunissent. Ils disent : « On veut se joindre

à vous. » Ils les prennent tous, sauf Mehmet Tunç. Il demande : « Vous avez pris tous mes camarades et vous me laissez... pourquoi ? Moi aussi je veux venir ! » Le commandant répond : « Ne viens pas. Toi, tu es déjà avec nous. Tu nous es nécessaire ici. L'Histoire va te demander de faire des grandes choses. » Sa famille l'a marié aussitôt après cet événement. Il m'a raconté cette histoire il y a vingt, vingt-cinq jours, quand je le voyais pour la dernière fois, et il a ajouté : « J'ai attendu des années, en me demandant quand le moment dont le commandant parlait allait arriver. Pendant cette résistance, j'ai compris que ce moment était arrivé. »

Voilà. Mehmet Tunç, un homme, avec sa grosse voix, apparaissant d'un coup sur un toit, un autre instant dans un salon, dans la rue, remontant le moral à tout le monde. Il ne faisait pas que parler, il était aussi travailleur. Mehmet Tunç était aussi celui qui portait du sable aux barricades, qui cuisinait, qui essayait de soigner la blessure d'un jeune...

Tu as connu beaucoup de personnes, et tu as plein d'histoires dans ta tête, je sais, mais si on te demande de nous en raconter une, à qui penserais-tu ?

Je suis touché par toutes les histoires, mais je voudrais parler de Ramazan. Il a été massacré lui aussi dans ce sous-sol.

Ramazan était un gamin qui vivait dans le quartier Yafes. Pendant la résistance de Yafes, il était là, il se baladait d'une barricade à l'autre. Ce n'était pas un combattant, il n'avait reçu aucun entraînement. Mais, face à tout ce dont il était témoin, il voulait faire quelque chose. Puisqu'il n'avait que seize ans, les jeunes ne l'acceptaient pas au front. Et lui, il arrivait chaque fois à trouver un moyen pour venir près des jeunes. Il demandait : « Je veux faire quelque chose, moi aussi. » À la fin, ils lui ont donné le devoir de transférer les repas. Il baladait alors la nourriture. Quand quelqu'un essayait d'aller au quartier, il les faisait passer par les endroits les plus sécurisés. Il maîtrisait chaque coin, chaque passerelle de Yafes pour éviter les snipers positionnés. Ramazan était devenu le guide du quartier.

Quand le quartier Yafes est tombé, les habitants ont quitté la ville, mais Ramazan a dit : « Je ne viens pas avec vous. Nous nous sommes retirés ici, mais je vais aller à Cudi et continuer là-bas. » Quand il s'est rendu à Cudi, les jeunes lui ont dit, eux aussi, qu'il était beaucoup trop jeune et n'ont pas voulu de lui, mais ils les a également convaincus. Cette fois ils ne lui ont pas attribué de rôle, alors il est allé à la Commune de Santé. En passant son temps dans cet endroit, il a appris les techniques de soins. Les derniers vingt jours, puisque les autres étaient tous massacrés, il ne restait plus que Ramazan qui était capable d'intervenir

pour les blessés. À seize ans, il était devenu leur médecin. Il soignait tous les blessés.

Qui étaient ceux qui ont été massacrés dans ce sous-sol ? On dit que la majorité était des étudiants...

60 % du groupe était des étudiants. C'étaient des jeunes qui étaient sortis du congrès de DEM-GENÇ [Fédération Démocratique des Jeunes] la veille du couvre-feu, et qui n'avaient pas pu sortir de la ville à cause de l'interdiction. D'abord ils se sont dispersés dans tous les quartiers et, petit à petit, quand les quartiers sont tombés un par un, leur zone géographique s'est limitée et ils se sont réunis à la fin à Cudi. Un autre groupe de jeunes était hébergé au centre-ville, la police a fait une descente et les a arrêtés. Et ce groupe, craignant l'arrestation, est allé au quartier Sur. Ils sont restés plusieurs jours là-bas. Quand la résistance s'est déplacée vers ce quartier, les maisons où ils logeaient depuis le début se sont retrouvées au milieu des affrontements. Quand la police a appris qu'ils y avait des occupants, il y a eu ce massacre. Si ces jeunes étaient venus au centre-ville, ils auraient été effectivement arrêtés, c'est pour cela qu'ils ont senti le besoin de rester dans le quartier Sur. Ils restaient ensemble, ils pensaient que le couvre-feu se terminerait et qu'ils partiraient. Vingt personnes étaient dans un immeuble et trente dans un autre. La majorité

des dépouilles sorties à la suite des bombardements étaient celles de ces jeunes.

Actuellement, après tant de vécu, que ressentent les habitants de Cizre ?

Bien sûr, dans la ville, une atmosphère de tristesse et de douleur règne. Les gens ont encore du mal à réaliser. Mais je dirais aussi ceci : les gens sont actuellement décidés. Dans cette ville près de 250 personnes ont été tuées. La majorité des derniers tués étaient des étudiants et, avant, il y a eu beaucoup de morts, jusqu'à des enfants de neuf-dix ans. La plupart de ceux qui ont été tués étaient enfants de cette ville, et résistaient derrière des barricades. Parce qu'ils avaient perdu eux-mêmes leurs proches, avaient reçu cet héritage et étaient passés à la résistance. Maintenant, la seule chose que la plupart des habitants de la ville veut, c'est la levée du couvre-feu, puis récupérer et renforcer la résistance. Tout le monde pense : « Comment pourrions-nous organiser une résistance plus efficace ? » Peu importe avec qui je parle, ils disent : « Comment puis-je revenir à Cizre ? Comment peut-on mener un combat, pour demander des comptes pour nos frères ? »

Je peux dire que dans la ville il y a une ambiance de vengeance qui règne. Les gens ont de grandes attentes du mouvement de libération kurde, mais si leurs attentes ne se réalisent

pas, il pourra même y avoir des vengeance personnelles, c'est fort possible. Il y a des familles qui ont perdu deux, trois proches. Trois frères et sœurs tués ensemble, ou des cousins, cousines... Je peux exprimer clairement que tout le monde attend les jours de vengeance.

Y a-t-il un sentiment d'être battu ?

Non, parce que pour la plupart des gens, la mère, le père de ces gamins, leur famille ont vécu les années 1990... Puisqu'ils ont payé le prix dans ces années-là aussi, ils savent qu'on peut avancer sur ce chemin, même si on trébuche ou tombe parfois. Ce sont des gens qui savent bien qu'après des centaines de morts cette lutte ne se terminera pas. Cizre est une ville qui a connu des massacres périodiques durant ces dernières dizaines années, mais elle parvient à résister chaque fois. C'est pour cela que ces gens disent, comme je raconte : « Récupérons et demandons des comptes sur nos proches qui ont été massacrés. »

Et toi, comment cela t'a-t-il affecté ?

J'étais revenu à Cizre, il y a un an, après des années d'absence, et les changements que j'avais vus m'avaient rendu heureux. La ville que j'avais quittée était une ville altérée dont chaque rue était la scène de mauvaises choses. Mais ces jeunes avaient construit

une telle vie dans cette ville, que tu pouvais te balader librement et sereinement dans les rues. Les problèmes de la ville s'étaient résolus assez facilement et en peu de temps. À la moindre mésentente, les jeunes intervenaient et dénouaient la situation. J'ai même observé qu'il n'y avait plus une seule bagarre dans les quartiers.

Après, avec les attaques, j'ai été témoin de la façon dont les jeunes résistaient. Quand je les voyais résister derrière les barricades, dans des conditions très difficiles, je leur disais : « Comment je peux parler de vous comme vous le méritez ? » Ils se tournaient vers moi et exprimaient toujours la même chose : « Nous, ici, nous résistons. Nous écrivons l'Histoire. Oui, on peut être tués, et nous n'avons pas la chance de créer beaucoup de miracles face à la force de l'État, mais tu dois parler de nous. La seule chose que nous te demandons est de raconter comment les jeunes de Cizre résistent. » Voilà le testament que la plupart m'ont confié.

Bien sûr que je suis affecté, comment ne pas l'être ? Mes meilleurs amis, des amis qui m'ont aidé, avec lesquels j'ai marché continuellement côte à côte, avec lesquels j'ai résidé dans toute cette période, ont perdu la vie. J'ai été obligé de quitter le sous-sol, juste pour envoyer une image, ensuite je n'ai pas pu y retourner, et eux, là-bas, ils ont perdu leur vie. Je suis resté affecté plusieurs jours, à ne pas

pouvoir répondre aux appels. Mais quand j'y repense... Quand nous parlions au téléphone depuis les sous-sols où ils étaient coincés et condamnés, ils disaient tous : « Que personne ne soit triste pour nous. Ceux qui veulent faire quelque chose, qu'ils s'approprient notre lutte pour laquelle on meurt, qu'ils prennent le flambeau. » Ils disaient tous cela, à chaque fois qu'on parlait. « Ceux qui ne partagent pas notre résistance, qu'ils ne partagent pas notre douleur non plus, qu'ils ne viennent pas à nos funérailles. » Ils ont répété cela aussi chaque fois : « Nous voulons que personne ne pleure pour nous. Si nous résistons jusqu'à la dernière balle, si nous ne nous rendons pas, que ceux qui s'attristent pour nous prennent exemple sur nous, et qu'ils fassent quelque chose, qu'ils étendent la résistance. »

Je suis affecté de mon côté, mais j'ai compris que je dois faire ce que je peux, pour rendre réels leurs rêves, leurs espoirs. Mon objectif est de parler du massacre, et de leur donner de la visibilité.

Comme aimait répéter Mehmet Tunç : « Cette lutte est une lutte de longue durée. Elle n'a pas commencé hier, elle ne se terminera pas aujourd'hui. »

Je porte aujourd'hui en moi une part de chacun, un souvenir particulier, une posture personnelle.

Le peuple kurde est très furieux

Entretien avec Baran, six mois plus tard

*Cette interview a été réalisée par mail
en mai 2016 par le collectif Ne var ne yok.
Elle fait écho à celle menée avec Baran
quelques mois plus tôt (voir page 27).*



Six mois se sont passés depuis le précédent entretien que l'on a fait ensemble. Beaucoup de choses ont changé, la guerre est plus présente dans le quotidien des gens. Que s'est-il passé ? Comment analyses-tu la situation ?

Tout l'hiver 2015–2016, l'État a multiplié les opérations de destruction avec ses forces spéciales : sa stratégie a été dévoilée au grand jour. Quand on regarde à une grande échelle, on dirait que cette stratégie a porté ses fruits. D'importants gradés des forces spéciales ont été tués mais nous avons aussi subi de lourdes pertes. Dans les villes de Başkale, Varto, Silvan, Sur, Nusaybin, Cizre, Yüksekova, Silope, Dargeçit, Derik et Idil, il y a eu beaucoup de personnes tuées, et de nombreux martyrs. Environ 1 000 civils ont été tués depuis juillet 2015 : des femmes, des enfants, des jeunes, des hommes, des bébés, ainsi que des personnes âgées. Un certain nombre de *guerilllas* ont également perdu la vie durant les sièges de ces villes.

Au niveau politique, les conséquences de tout ça, nous les analyserons mieux dans la durée. Dans les villes que l'État déclare avoir réussi à « mater », le ressentiment des habitants est aiguisé comme une lame : ils attendent le jour de la vengeance, et ils savent que ce jour n'est plus très loin. Les mairies HDP et le peuple font preuve d'une réelle solidarité. Chacun aide à la reconstruction des maisons détruites.

Mais, dans le même temps, l'État essaye d'installer au Bakûr des « salafistes-takfiristes ». Par l'utilisation de « salafiste-takfiriste », j'entends qualifier tous les groupes islamistes — Daech, Al-Qaïda, Al-Nosra et tous les autres groupes — qui se battent en ce moment en Syrie et ailleurs, sous couvert de religion. Dans les alentours des villes citées plus haut, et dans les régions où la population est majoritairement alévie, comme à Hatay, Maraş, Malatya ou Sivas, les conflits vont s'intensifier et prendre d'autres formes.

En fait, la vraie guerre n'a pas encore commencé. La guerre de basse intensité que l'on vit depuis quasiment un an va s'élargir et devenir plus intense avec la participation de nouvelles forces. La guerre va exploser entre la ligne du Kurdistan de Turquie et celle du Kurdistan d'Irak. Elle va s'étendre partout, comme les ondes à la surface de l'eau lorsqu'on y jette une pierre.

Ces villes et ces villages n'ont pas perdu. Au contraire, ils ont gagné. Par exemple, les forces spéciales turques disent que les *operasyons* sont terminées à Sur, mais le couvre-feu est maintenu. Ils détruisent les maisons, et pourtant ils n'arrivent toujours pas à rentrer dans certaines rues. Pourquoi ? Parce que l'âme des martyrs est toujours plus présente, et qu'ils en ont peur.

Sur et Cizre ont particulièrement été attaqués par l'État. Beaucoup de quartiers ont été détruits. Où vont ces gens qui n'ont plus leurs maisons, ceux et celles qui fuient la guerre, et tout les autres ? Sont-ils nombreux ? Reviennent-ils chez eux après le départ des forces spéciales ?

Bien sûr, la guerre a pris une autre dimension. Au début, en septembre-octobre, c'était quelques jours de couvre-feux qui, aujourd'hui, se sont transformés en des couvre-feux de plusieurs mois. Ces couvre-feux ne se sont appuyés sur aucun texte juridique, mais c'est pourtant sur instruction des préfets qu'ils ont été réalisés. À cause de ces couvre-feux et du siège des villes allant de pair, les forces spéciales turques se sont livrées à de grandes destructions. Particulièrement à Sur et à Cizre. À Silopi, le couvre-feu n'a duré que 37 jours, car il y a eu un problème d'infiltration des YPS par des agents de l'État : les bombes artisanales placées dans les tranchées

et les barricades pour piéger ces dernières et renforcer l'autodéfense, ont été débranchées et ont vu leur fils de mise à feu coupés par les infiltrés. Les YPS se sont retrouvés sans protection et ont dû se retirer. Il s'est passé sensiblement la même chose à Gezer (Yüksekova) : 17 agents turcs ont, là aussi, infiltré les YPS, et ont livré leurs positions, leurs armes et explosifs à l'État. Les YPS ont essuyé de grandes pertes avec plus de 77 martyrs tombés, et le reste d'entre eux a dû battre en retraite. À Sur, il y a eu 60 martyrs chez les YPS, 30 se sont rendus, sinon ils allaient se faire exécuter par les forces spéciales, et 90 sont portés disparus. Sur a été le lieu de la plus grande résistance jusqu'à présent : les camarades s'étaient préparés au siège et la résistance a duré 103 jours. Les forces spéciales ont perdu entre 500 et 1 000 hommes, et ont eu entre 1 500 et 2 000 blessés. Environ une centaine de tanks et blindés y ont été détruits. Les forces spéciales turques avaient commencé leur *operasyon* à Sur avec deux bataillons, mais ils ont dû en ramener 16 de plus. À la fin du siège, il leur manquait quatre bataillons, il ne leur restait plus que 14 bataillons...

Pour ce qui est des personnes exilées ou déplacées à cause des combats et des destructions, elles vont, la plupart du temps, vivre chez des amis ou des proches, ou vont louer des maisons dans les alentours de leur ville. Les habitants et les mairies s'entraident pour

les denrées alimentaires, la nourriture pour bébé, le nettoyage, les besoins féminins, les lits, le linge, les draps, la vaisselle, et tous les besoins quotidiens. Le réapprovisionnement se fait ainsi toujours pour les habitants déplacés. Il y a également de l'aide et du soutien, sous différentes formes, qui viennent d'un peu partout en Turquie, de l'Europe, et du monde entier. Il y a même de l'aide qui nous parvient d'endroits comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'association Rojava Dernek^[1] organise tout cela. L'État essaye d'empêcher et de casser la solidarité, mais il y a un réel soutien. Tout le monde apporte sa contribution. Et dans le même temps, lorsque les couvre-feux sont levés, les gens retournent chez eux, sauf à Sur, où l'interdiction est toujours maintenue. Le nombre de déplacés est estimé, jusqu'à présent, à 200 000 ou 300 000 personnes.

À Cizre, l'État turc a perpétré un gros massacre : entre 300 et 500 civils et *guerillas* y ont perdu la vie pendant le siège de la ville. Le peuple kurde souligne la responsabilité de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et des États européens dans ce carnage. Les personnes blessées s'étaient réunies dans trois hôpitaux, où ils ont fait une demande d'aide auprès de la CEDH qui a rejeté leur appel. Apprenant cette décision européenne, les blessés comme les non-blessés ont choisi de rester ensemble pour rester unis face à la

[1] <http://rojavadernegi.com>

mort. Ce choix de la CEDH a fait que le massacre a été terrible. L'État pense s'être vengé des trente dernières années en commettant ce crime, mais Cizre est invincible : ses habitants comptent les jours pour arriver jusqu'au jour de vengeance, ils ont mal, ils ont beaucoup perdu... Le peuple kurde est très furieux.

Quel est, aujourd'hui, le projet de l'État turc pour la ville d'Amed (Diyarbakır), et le quartier historique de Sur ?

L'État a le projet d'exproprier la totalité des habitants de Sur et de certains quartiers d'Amed pour revendre ces terrains à des bourgeois kurdes ou turcs. Pour parvenir à cela, l'État veut vider Sur, et utilise, pour ce faire, de nouvelles tactiques urbanistiques. Mais ce n'est pas chose facile à réaliser. En conséquence, le couvre-feu continue : l'État pense qu'il y a toujours des forces des YPS dans Sur. Personnellement, je pense qu'il n'y a plus de combattants dans le quartier. L'État veut avoir la mainmise sur Sur en mettant en place cette stratégie d'expropriation. Avec l'accord des députés, ils veulent rendre Sur inhumain en poussant les gens à en partir. Les habitants résistent face à cette décision, ils désirent retourner chez eux, pour ceux qui ont encore leurs maisons. Beaucoup de maisons ont déjà été détruites. Et de gros engins de chantier sont présents en nombre : ils continuent de

détruire les maisons vides, les monuments et bâtiments historiques. Ils laissent deux ou trois églises en état et envoient des messages en Europe en disant : « Vous voyez, nous protégeons le patrimoine. » Magnifique !

De quelle façon la lutte à Diyarbakır se concrétise-t-elle ? La population s'investit-elle toujours autant dedans ? Les gens croient-ils encore aujourd'hui au mouvement d'autonomie au Kurdistan ? La stratégie de l'État était de séparer le peuple de la guérilla avant l'arrivée du printemps. Y est-il parvenu ?

La lutte politique est terminée. En ce moment, le peuple est très en colère. Les actions et les manifestations de l'hiver dernier ne se font quasiment plus. Là où y a la guerre, les partis de la bourgeoisie ne peuvent perdurer. Quand les YPS ont pris place dans les villes, la place du HDP s'est rétrécie. Mais ça ne signifie pas qu'on arrive à la fin du HDP. Lorsque, dernièrement, le rythme des combats s'est un peu ralenti, les meetings du HDP ont repris, et le peuple y accorde un grand soutien. Là où y a la guerre, les assemblées de quartier ont été stoppées par la présence des membres de l'État, mais aux autres endroits la dynamique des assemblées continue d'exister et de perdurer.

Ce qui a beaucoup changé, c'est que, désormais, les jeunes affluent dans les rangs de la *guérilla*. Entre le 1^{er} janvier et le 15 février 2016

plus de 10 000 jeunes sont partis à la montagne grossir les rangs des combattants. Et aujourd'hui encore ça continue. On ne voit plus de jeunes dans les rues. Ils se sont retirés sous terre je crois. Et celles et ceux que l'on peut voir sont « apolitiques ». La stratégie de l'État à vouloir créer une séparation entre le peuple et la *guerilla* s'est effondrée. Et, bien au contraire, le peuple se cramponne encore plus. La stratégie de l'effondrement s'est effondrée d'elle-même et, comme je le disais déjà précédemment les forces spéciales turques payent un très lourd tribut humain : beaucoup d'officiers haut-gradés ont été tués, et environ 10 000 militaires et policiers sont maintenant hors course. Un certain nombre ont été tués, mais un plus grand nombre encore ont été gravement blessés. Ils n'ont plus de jambes, plus de bras, parfois la tête aussi est touchée. Ils ne pourront donc plus faire la guerre, ils deviennent des éléments hors guerre et c'est essentiellement dû aux explosifs artisanaux dont je parlais plus haut. Ça te rend dans un état pire que si tu étais mort.

Les jeunes pensent que le seul moyen de combattre les forces spéciales, c'est de prendre les armes et de se battre contre eux en rejoignant le PKK et les YPS. C'est pour cela qu'en ce moment ils se forment militairement et politiquement au Rojava, à Şhengal et à Qandil. Ils attendent leur retour avec impatience au

Kurdistan de Turquie. Ils vont y revenir mais pas tout de suite.

Pour finir, et de manière plus générale, que penses-tu personnellement de la situation ? Et les habitants du Bakûr, qu'est-ce qu'ils en pensent ?

Il n'y a que ceux qui ne voient que leur intérêt personnel qui sont contre le mouvement. Le peuple a peur, mais si des zones sécurisées comme le Rojava se créent, le peuple redoublera de soutien. Regardez bien cette guerre, elle va prendre une grande ampleur. Les bourgeois kurdes qui collaborent avec l'État vont perdre. *Wait and see !*

Annexes



Glossaire

BAKÛR : KURDISTAN DE TURQUIE

DBP : Parti démocratique des régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

DTK : le Congrès pour une société démocratique est une plate-forme confédérale d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie.

Guerilla : voir HPG et YJA-star.

HDP : Parti démocratique des peuples. C'est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

HPG : Forces de défense du peuple. Guérilla du PKK.

KCK : Union des communautés du Kurdistan. C'est l'organisation « faîtière » du mouvement de libération kurde qui prône le « confédéralisme démocratique » dans les quatre parties du Kurdistan.

KJA : Congrès des femmes libres : « l'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'État-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. »

PAJK : Parti des femmes libres du Kurdistan.

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré comme « terroriste »). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties.

YDG-H, YDG-KH : Mouvement de la jeunesse kurde patriotique, les YDG-KH étant les cellules des femmes. Voir YPS.

YJA-star : Unités des femmes libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS : Unités de protection civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers. Anciennement YDG-H.

YPS-jin : Unités de protection civile des femmes.

ROJAVA : KURDISTAN DE SYRIE

FDS : les Forces démocratiques syriennes, créées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes...) et anti-islamiste.

PYD : Parti de l'union démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il a proclamé l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

TEV-DEM : Mouvement pour une société démocratique. Équivalent au Rojava du DTK du Bakûr, c'est une structure englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

YPG : Unités de protection du peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de protection des femmes. Guérilla des femmes du PYD.

BAŞÛR : KURDISTAN D'IRAK

GRK : Gouvernement régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région kurde de l'Irak depuis la première guerre du Golfe ; allié des États-Unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

PÇDK : Parti pour une solution démocratique au Kurdistan. Membre du KCK.

YBŞ-jîn : Unités de résistance de Sinjar (branche femmes). Il s'agit d'une milice yézidie formée en Irak (Başûr) à l'initiative du PKK, après la défaite des peshmergas et les massacres du mont Sinjar perpétrés par les combattants de l'État Islamique en août 2014.

ROJHILAT : KURDISTAN D'IRAN

PJAK : le Parti pour une vie libre au Kurdistan est un parti kurde iranien proche du PKK.

TURQUIE

AKP : Parti pour la justice et le développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral, et contrôlé par Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre jusqu'au 7 mai 2016).

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Parti communiste turc / marxiste-léniniste (TKP/ML).





Pour aller plus loin

LECTURES (BROCHURES)

- *Merhaba Hevalno*, bulletin mensuel d'information sur le Kurdistan.
nevarneyok.noblogs.org/post/category/merhaba-hevalno
- *La sale guerre de l'État turc contre le mouvement kurde*, collectif Ne var ne yok, septembre 2015.
infokiosques.net/spip.php?article1274
- *De retour du Kurdistan*, collectif Ne var ne yok, septembre 2015.
infokiosques.net/spip.php?article1273
- *Message de femmes à la frontière du Rojava : résistance et liberté*, collectif Solidarité féministe avec Kobanê, mars 2015.
solidaritefemmeskobane.org
- *Où en est la révolution au Rojava ? #1*, collectif Marseille-Rojava, janvier 2015.
infokiosques.net/spip.php?article1167
- *Le confédéralisme démocratique*, Abdullah Öcalan, 2011.
freedom-for-ocalan.com/francais
- *Luttes sociales en Irak – Aperçu historique et actuel*, collectif, 2009.
infokiosques.net/spip.php?article621
- *Les insurrections au Kurdistan au cours de la première guerre du Golfe*, 1991.
basseintensite.internetdown.org/IMG/pdf/Kurdistan.pdf

FILMS (DOCUMENTAIRES)

- *Carnets d'un combattant kurde*, documentaire de Stefano Savona, 2006.
- *Kurdistan, la guerre des filles*, documentaire de Mylène Sauloy, 2016.

- *Bakûr*, documentaire de Çayan Demirel et Ertuğrul Mavioğlu, 2015.

SITES INTERNET (INFOS & ANALYSES)

- *Le blog du collectif* Ne var ne yok.
nevarneyok.noblogs.org
- *Kedistan.fr*. Infos sur le Kurdistan et la Turquie.
kedistan.fr
- *Susam-sokak*. « Turquie, les racines du présent ».
susam-sokak.fr
- *Le site du collectif* Solidarité féministe avec Kobanê.
solidaritefemmeskobane.org
- *Infos Rojava-Kurdistan*.
inforojava.tumblr.com
- *Solidarité Irak*. Infos sur les luttes sociales en Irak.
solidariteirak.org
- *Kurdish Question*. Infos et analyses sur la situation au Kurdistan. Site anglais.
kurdishquestion.com
- *The Rojava report*. Infos sur la « révolution » au Rojava et au Kurdistan. Site anglais.
rojavareport.wordpress.com
- *DIHA*. Agence de presse sur les luttes au Bakûr. Site en kurde, turc et anglais.
diclehaber.com
- *JINHA*. Agence de presse de femmes sur le mouvement des femmes au Kurdistan. Site en kurde, turc et anglais.
jinha.com.tr
- *Firat News*. Agence de presse sur les luttes et les combats au Kurdistan. Site en kurde, turc et anglais.
anfenglish.com

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	p.7
-------------------	-----

REPÈRES HISTORIQUES & CHRONOLOGIQUES

Panorama historique des luttes au Kurdistan.....	p.13
Chronologie du printemps 2015 au printemps 2016.....	p.19

ENTRETIENS ET TÉMOIGNAGES

Guerre et paix.....	p.27
Autour des YDG-H.....	p.41
L'Union européenne finance Daech.....	p.51
Le mouvement d'auto-gouvernance kurde.....	p.71
Ce sont les femmes qui mènent la résistance.....	p.85
Les YPS-jin aux femmes du monde : « il n'y a pas d'autre choix que la lutte ».....	p.95
Les habitants de Cizre attendent le jour de vengeance.....	p.101
Le peuple kurde est très furieux.....	p.119

ANNEXES

Glossaire.....	p.133
Carte.....	p.136
Pour aller plus loin.....	p.138

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR
Dernières parutions

Mathieu Pérez
Contre l'État islamique, contre la guerre

Mathieu Rigouste
État d'urgence et business de la sécurité

Collectif l'Escapade
*Milot l'incorrigible – Parcours carcéral
d'un jeune insoumis à la belle Époque*

ACHEVÉ D'IMPRIMER
DANS L'UNION EUROPÉENNE
POUR LE COMPTE DE NIET!ÉDITIONS
AU MOIS DE FÉVRIER 2017

ISBN : 979-10-96195-01-5
1^{ER} DÉPÔT LÉGAL : 3^E TRIMESTRE 2016

2ND TIRAGE : FÉVRIER 2017



DAIS'LESIRSENİZ
KOBANÊ'LEŞİRİZ

« Si vous vous Daechisez, nous nous Kobaniserons »